



DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE ANNUEL DU PAYS DE BREST - 2013

Juillet 2014
Réf.2014/99

Avant propos.....	5
Chiffres clés	6
Synthèse	7
1. Population et territoire.....	8
Une progression très modérée de 1,7 % de la population entre 2006 et 2011.....	8
La population active en 2010.....	10
Le Pays de Brest : une population diplômée.....	11
Niveau de revenu et disparité par classe d'âge en 2010.....	12
Davantage de salariés en contrat à durée déterminée dans le Pays de Brest.....	13
2. Activités et emplois.....	14
L'emploi au lieu de travail en 2010.....	14
2008-2010 : forte progression du nombre des cadres des fonctions métropolitaines	17
L'emploi salarié privé au 3ème trimestre 2013.....	18
L'emploi intérimaire.....	20
La répartition des établissements et salariés (hors Défense) en 2011.....	21
Les principaux employeurs du Pays de Brest.....	22
La création d'entreprises : de 2006 à 2012.....	23
3. Le marché de l'emploi en 2013.....	25
Taux de chômage depuis 1982 : le record historique départemental atteint	25
Le profil des demandeurs d'emploi en fin de mois.....	25
Les secteurs recruteurs.....	27
Conclusion	28
Supplément : Les polarités du Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Brest.....	29
Définition des polarités du Pays de Brest.....	29
L'évolution de la population par polarité de 1975 à 2011.....	30
Une périurbanisation de l'emploi depuis les années 1990	32
ANNEXE : Population des communes du Pays de Brest en 2011.....	32

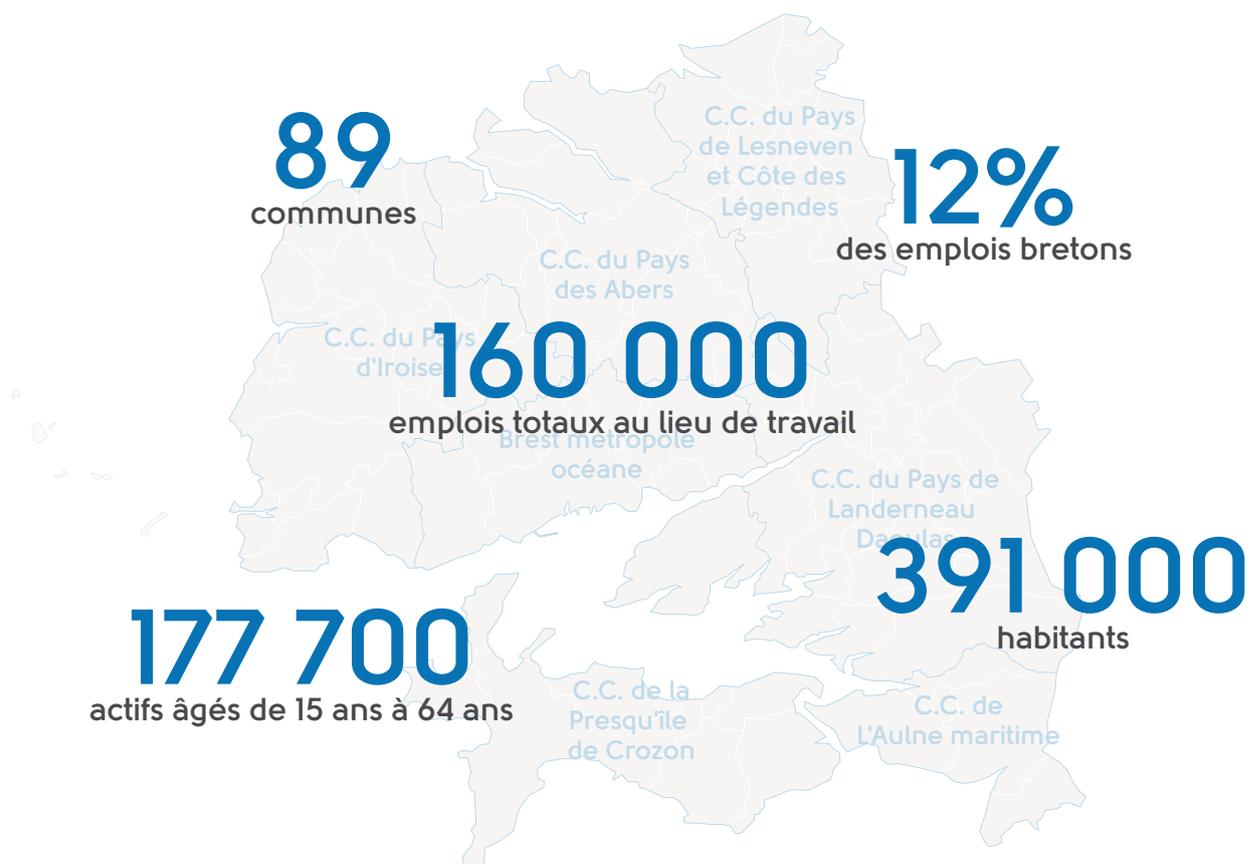
L'observatoire de l'emploi et de la formation réalise un diagnostic économique annuel du Pays de Brest. Cet outil permet à la Maison de l'Emploi et de la Formation professionnelle d'être au fait des évolutions du marché du travail et de l'environnement économique dans son territoire d'intervention. Des comparaisons avec des aires urbaines à dimension équivalente telles que Dijon, Angers, Caen, Rennes et Lorient sont également intégrées tout au long du diagnostic.

Le Pays de Brest concentrait une bonne part de ses enjeux économiques dans le secteur public. Si la Marine nationale en est le point de départ, une diversification de l'économie s'opère depuis une vingtaine d'années grâce au développement du secteur tertiaire.

Cette année, le diagnostic est complété par un supplément : les pôlarités du Schéma du Cohérence territoriale (SCoT) du Pays de Brest. Le SCoT a identifié différents pôles qu'il a hiérarchisé en quatre catégories : le pôle principal, les pôles structurants, les pôles secondaires et les centralités communales. Cette approche permet de s'affranchir des limites administratives des intercommunalités et de renouveler l'analyse des évolutions démographiques et de l'emploi dans le Pays de Brest.

Brest métropole océane regroupe les deux tiers des emplois. Mais depuis les années 90, le poids économique des centralités communales augmente plus rapidement que le pôle principal. Grâce au développement des infrastructures routières et à une dynamique démographique, les activités de services et d'industrie s'y sont implantées. Pour autant seule l'agglomération brestoise est en capacité de répondre à un ensemble d'opportunités économiques comme les énergies marines renouvelables ou l'amélioration de l'excellence de la santé.

Chiffres clés



Synthèse

FORCES	FAIBLESSES
Entre 2006 et 2011, 6 500 habitants supplémentaires dans le Pays de Brest.	Une dynamique démographique modérée : +1,7 % entre 2006 et 2011 contre +2,5 % dans l'aire urbaine d'Angers ou +2,2 % dans celle de Caen. La Communauté urbaine accélère son rythme de perte d'habitants : -645 en moyenne par an contre -490 entre 1999 et 2006.
La population augmente essentiellement grâce au solde naturel.	Le taux d'activité des seniors est inférieur tous territoires de référence confondus.
Brest métropole océane continue d'être le point d'ancrage du Pays de Brest. Les centralités communales accueillent ensuite les habitants qui quittent l'agglomération.	Une représentation proportionnelle de salariés en CDI ou fonctionnaires moins forte dans le Pays de Brest qu'en Bretagne ou en France.
Hausse du taux d'activité de la population de plus de 15 ans grâce à la féminisation du marché du travail depuis 20 ans.	Le taux d'activité des seniors est inférieur aux moyennes de l'ensemble des territoires de référence (aires urbaines, région et France métropolitaine).
Entre 1999 et 2010, le nombre d'actifs de catégorie socio-professionnelle supérieure a augmenté de 32 %. Une évolution associée au processus de tertiarisation.	13 % des salariés sont en contrat à durée déterminée contre 9,1 % pour l'aire urbaine de Caen ou 9,8 % en France métropolitaine.
La zone d'emploi de Brest est l'une des moins concernée par le faible niveau de diplôme de sa population à l'échelle nationale. Devant les zones d'emploi de Caen et Dijon, la population brestoise détient également un niveau élevé de diplômés de l'enseignement supérieur.	Les femmes de la région brestoise sont plus concernées par le temps partiel.
Un niveau de revenu médian supérieur aux moyennes bretonne et française. L'écart entre les 10 % des ménages les plus aisés et les 10 % des ménages les plus modestes est plus faible qu'ailleurs.	Entre 1999 et 2010, le nombre d'emploi a augmenté de 13 %, une hausse inférieure à la moyenne régionale.
La Défense : le grand employeur du Pays de Brest.	L'activité tertiaire encore à développer : 78 % des salariés dans le Pays de Brest contre 83 % dans le Pays de Rennes.
Hors Brest métropole océane, le Pays de Brest conserve une importante activité agricole.	L'étalement urbain du Pays de Brest : un phénomène pas encore contrôlé qui peut peser sur l'emploi agricole dans les centralités communales.
Un nombre conséquent d'emplois est lié au domaine maritime. Des activités propices à la diversification et tournées vers des enjeux de développement comme les énergies renouvelables.	Une spécialisation de l'emploi dans l'Administration publique, une menace possible liée au contexte de raréfaction des finances publiques.
10 448 cadres des fonctions métropolitaines dans l'aire urbaine de Brest hors Défense : la 25 ^{ème} sur la place nationale devant Le Mans, Reims, Douai.	Des activités de services à développer comme le conseil juridique, la comptabilité, l'ingénierie, etc.
Une faible part d'établissements sans salarié : 63 % des établissements contre 67 % en France.	La zone d'emploi de Brest : un taux de créations d'entreprises parmi les plus faible de France.
L'Administration, la Santé et le Social : des domaines qui recrutent toujours.	Une crise économique qui se généralise à plusieurs secteurs : la Construction, l'Industrie, l'Agriculture, le Commerce et la Restauration, etc. Depuis 2008, on dénombre 1 200 salariés en moins dans le Pays de Brest.
Malgré le contexte économique, hausse de la création d'entreprises de 8 % entre 2011 et 2012, soit 2 108 établissements supplémentaires. Le taux de création s'est amélioré par rapport à 2011.	Effondrement de l'emploi intérimaire au cours de l'année dans des proportions plus fortes qu'au niveau régional.
Un taux de chômage toujours inférieur au niveau national.	3 ^{ème} trimestre 2013 : record historique du taux de chômage atteint dans le Finistère
	Les seniors et les chômeurs de longue durée sont principalement touchés par la progression de la demande d'emploi.

1. Population et territoire

Une progression très modérée de 1,7 % de la population entre 2006 et 2011

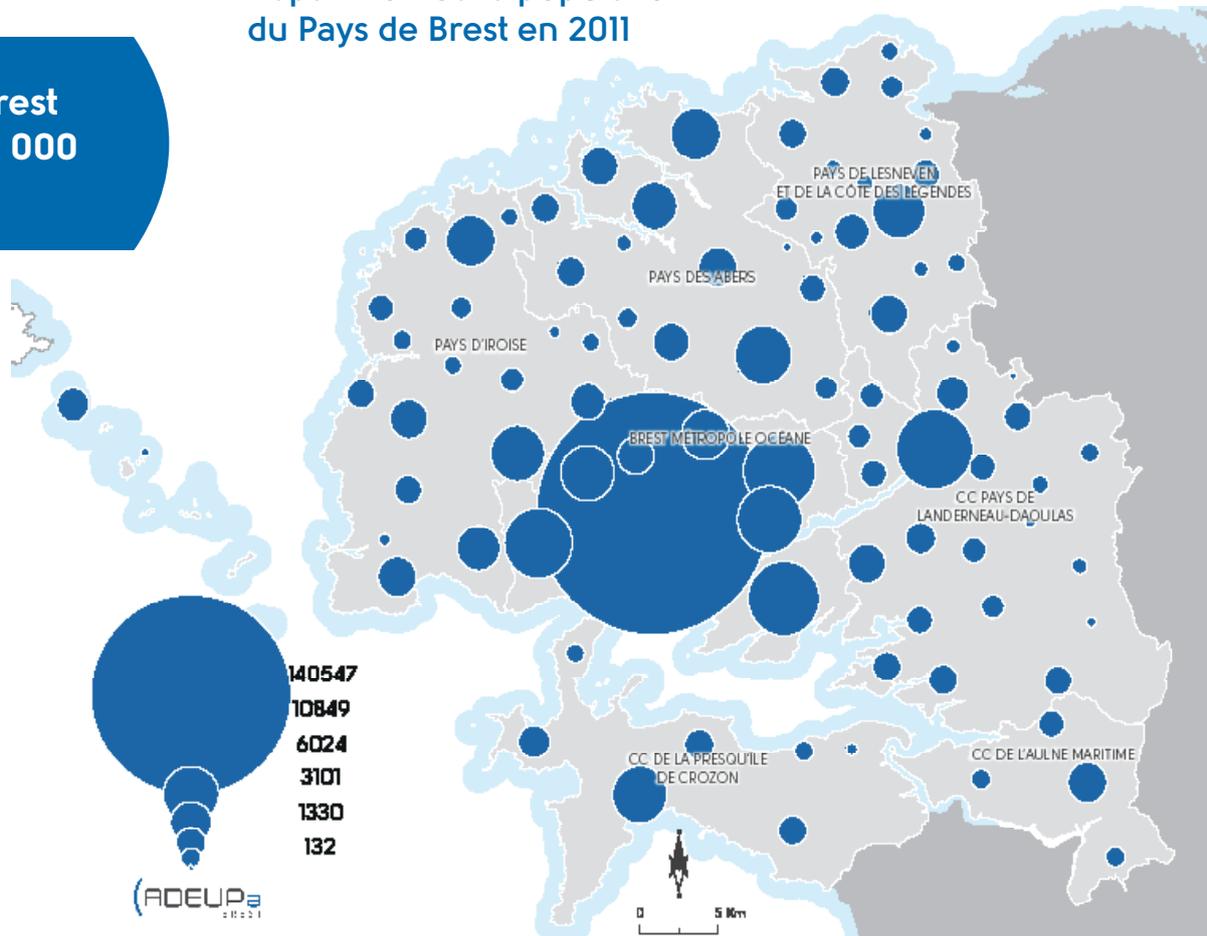
■ 391 000 habitants ont été recensés dans le Pays de Brest en 2011. 53 % d'entre eux vivent à Brest métropole océane. Vient ensuite le Pays de Landerneau-Daoulas avec 12 % de la population (46 600 habitants) suivi de près par le Pays d'Iroise avec 46 100 personnes. Six communes ont plus de 10 000 habitants. Mise à part Landerneau, toutes font parties de Brest métropole océane : Brest, Guipavas, Plougastel-Daoulas, Plouzané et le Relecq-Kerhuon. La côte nord du Pays de Brest est très attractive et concentre un volume important d'habitants.



Photo : Adeupa

En 2011, le Pays de Brest comptait près de 391 000 habitants

Répartition de la population du Pays de Brest en 2011



Source : INSEE, RP 2011

■ Entre 2006 et 2011, le Pays de Brest a gagné 6 500 habitants, soit une progression mesurée de 1,7 % contre +1,9 % dans le Finistère, +4 % en Bretagne et +2,7 % au niveau national. En la comparant avec les aires urbaines de référence, la dynamique démographique brestoise peut être également qualifiée de « timide » : +2,5 % à Angers, +2,2 % à Caen, +2 % à Dijon.

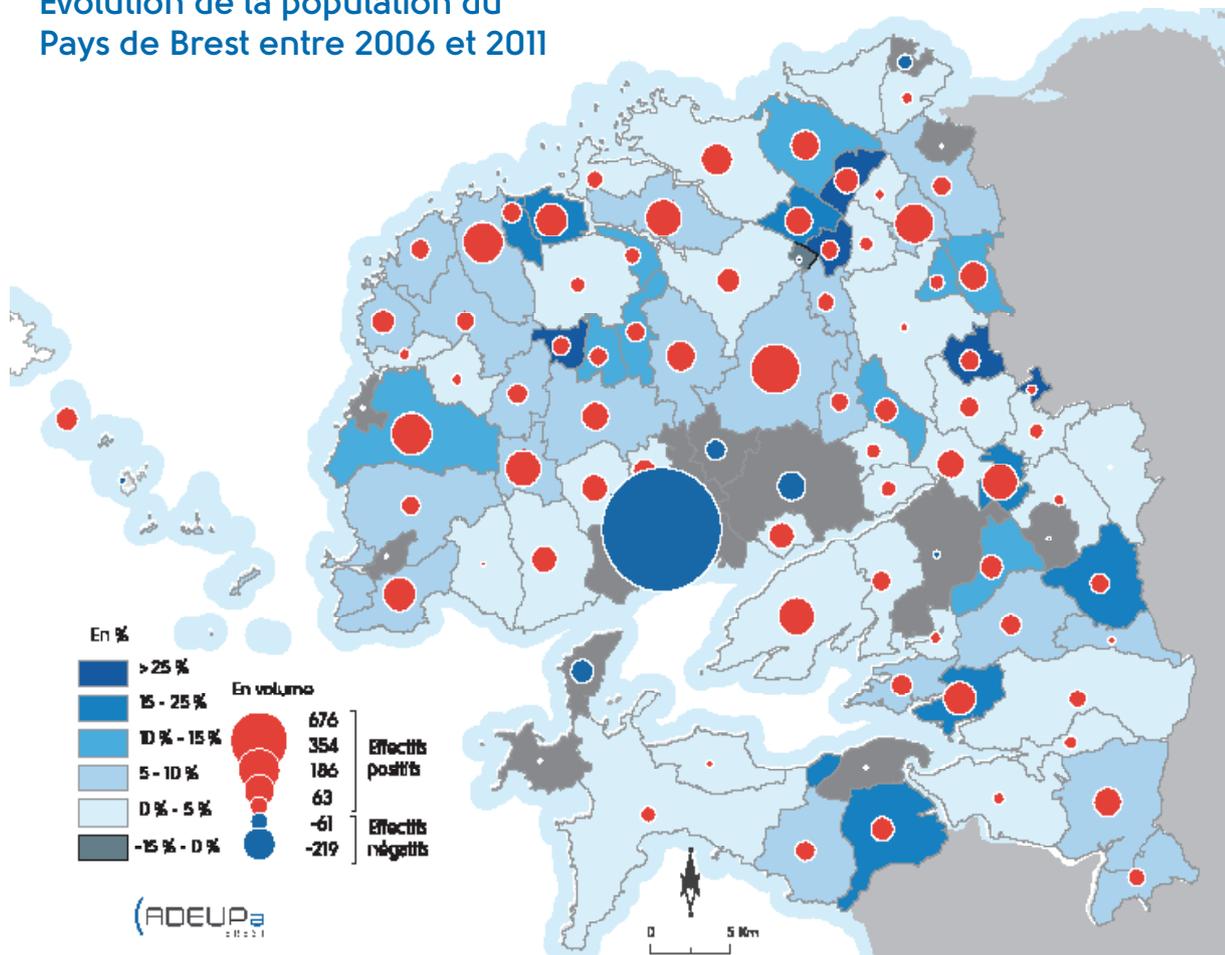
L'ensemble des intercommunalités du Pays de Brest ne profite pas de la même manière de la croissance démographique. Brest métropole océane a perdu 3 200 habitants entre 2006 et 2011. Ce n'est pas un phénomène nouveau mais le rythme de perte s'est accéléré par rapport à la période 1999-2006 : de -490 habitants à une baisse annuelle de 645.

Les Pays d'Iroise et des Abers récupèrent une grande partie des départs de la Communauté urbaine avec respectivement 2 800 et 2 500 habitants supplémentaires entre 2006 et 2011. Si l'agglomération brestoise perd en population, elle reste le point d'ancrage du Pays de Brest pour les études supérieures et l'insertion professionnelle.

Au-delà des limites administratives intercommunales, deux espaces observent une dynamique démographique : la côte nord et la deuxième couronne de la ville de Brest. Plabennec est la première ville d'accueil avec 676 habitants supplémentaires sur la période.

Entre 2006 et 2011, le Pays de Brest a gagné 6 500 habitants, soit une progression mesurée de 1,7 %

Évolution de la population du Pays de Brest entre 2006 et 2011



Source : INSEE, RP 2011

La population active en 2010

■ Répartition de la population active par classe d'âge en 2010

Sur 100 habitants du Pays de Brest en âge de travailler (15 à 64 ans), 70 sont actifs. Si le taux d'activité a progressé ces dernières années, il reste encore inférieur à la moyenne nationale (72 %). Le taux d'activité est de 73 % à Rennes, 72 % à Dijon et 71 % pour Caen et Angers. La différence se situe principalement au niveau des actifs masculins et plus précisément des seniors. 55 % des 50-64 ans sont actifs dans l'aire urbaine brestoise contre 58 % au niveau national, 62 % à Rennes, 61 % à Dijon ou 60 % à Angers. La restructuration du secteur de la Défense a induit des départs anticipés à la retraite (restructuration de DCNS, plan Amiante, réforme des Armées, ...) jouant sur le taux d'activité des seniors encore aujourd'hui. Le taux d'activité des moins de 25 ans est également inférieur aux moyennes nationale et ré-



Photo : Brest métropole océane - M. Coquil

gionale, un différentiel qui s'explique par le nombre important d'étudiants résidant à Brest.

L'arrivée des femmes sur le marché du travail a contribué à réduire l'écart entre le taux d'activité local et la moyenne nationale.

Dans la population de 25-54¹ ans, le taux d'activité féminin est passé de 68 % en 1990, à 79 % en 1999 pour arriver à 86 % en 2010.

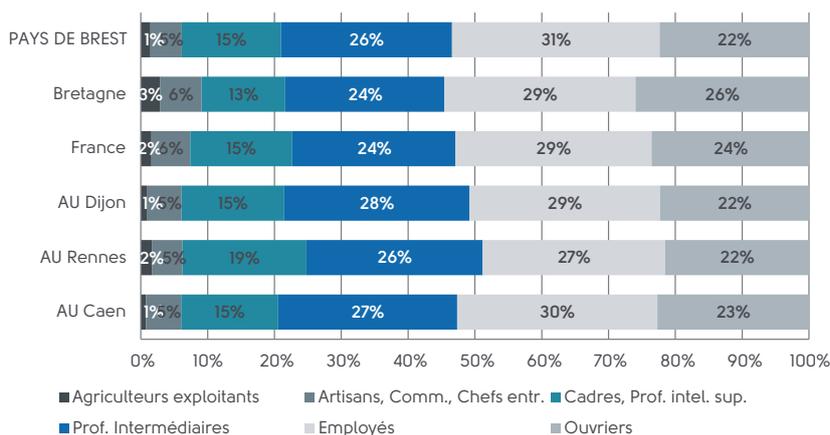
■ Répartition de la population active par catégorie socio-professionnelle en 2010

Dans le Pays de Brest, 53 % des actifs sont des ouvriers ou des employés et 41 % sont des cadres ou des professions intermédiaires. En 1999, la place occupée par les ouvriers et les employés était plus importante : 58 % de la population active. Entre-temps, leur nombre a augmenté de 4 % contre 32 % pour les cadres et professions intermédiaires. À l'échelle de l'agglomération brestoise, le phénomène est plus marqué. Le processus de tertiarisation du bassin brestois ces vingt dernières années explique la montée des postes à encadrement. Cependant, cette évolution est moins forte que dans l'aire urbaine de Rennes avec une hausse de 47 % du nombre de cadres et professions intermédiaires sur la même période. Mais dans les aires urbaines de Caen ou de Dijon par exemple, cette progression est inférieure avec respectivement +29 % et +26 %.

Répartition des actifs et du taux d'activité par tranche d'âge en 2010

	Pays de Brest		Bretagne	France	AU Dijon
	Nbre	Taux d'activité	Taux d'activité	Taux d'activité	Taux d'activité
15-24 ans	20 996	40 %	43 %	44 %	41 %
25-49 ans	116 747	92 %	93 %	91 %	93 %
50-64 ans	40 011	54 %	55 %	58 %	61 %

Répartition de la population active par catégorie socioprofessionnelle en 2010



Source : INSEE, RP 2010

1-Pour comparer le taux d'activité dans le temps, l'INSEE préconise de se limiter au 25-54 ans. En effet, l'élargissement de la notion d'activité depuis 2003 recouvre mieux les situations hybrides telles que les étudiants exerçant un « petit boulot » ou les retraités continuant à avoir une activité professionnelle réduite.

Le Pays de Brest : une population diplômée

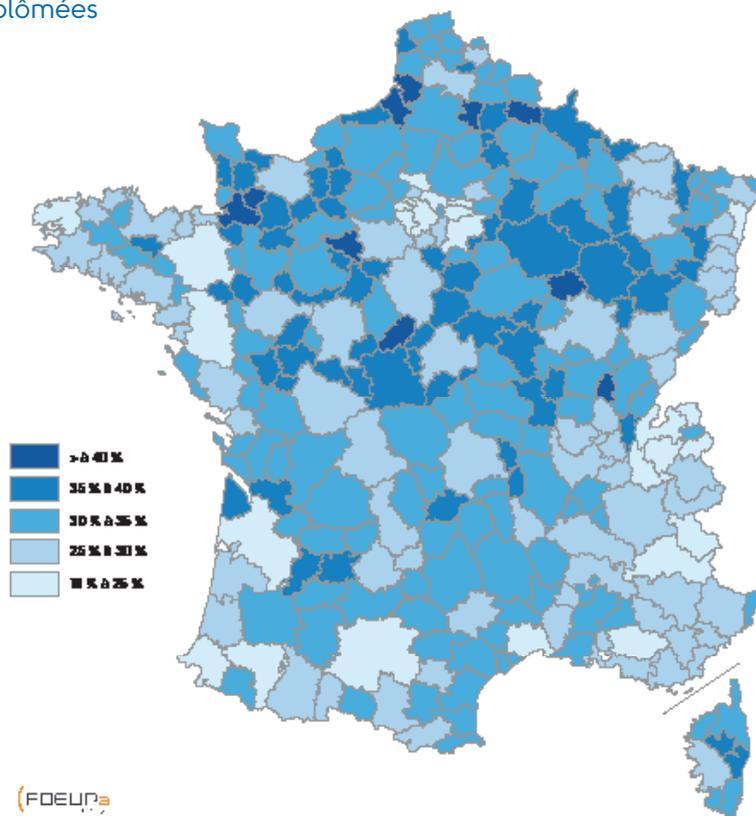
Remarque : afin de positionner le bassin brestois au niveau national, les zones d'emploi 2010 de l'INSEE ont été cartographiées.

77 000 personnes sont peu ou pas diplômées dans le Pays de Brest, soit 28 % des habitants non scolarisés de 15 ans et plus contre 39 % en 1999. Dans le même temps, la part des personnes diplômées de l'enseignement supérieur est passée de 18 % en 1999 à 27 % en 2010. Si la hausse du niveau de diplôme se vérifie à tous les échelons territoriaux, elle est particulièrement marquée dans le Pays de Brest. Les équipements de l'enseignement supérieur et le type d'emploi présent dans les espaces urbanisés expliquent ces évolutions dans le bassin brestois.

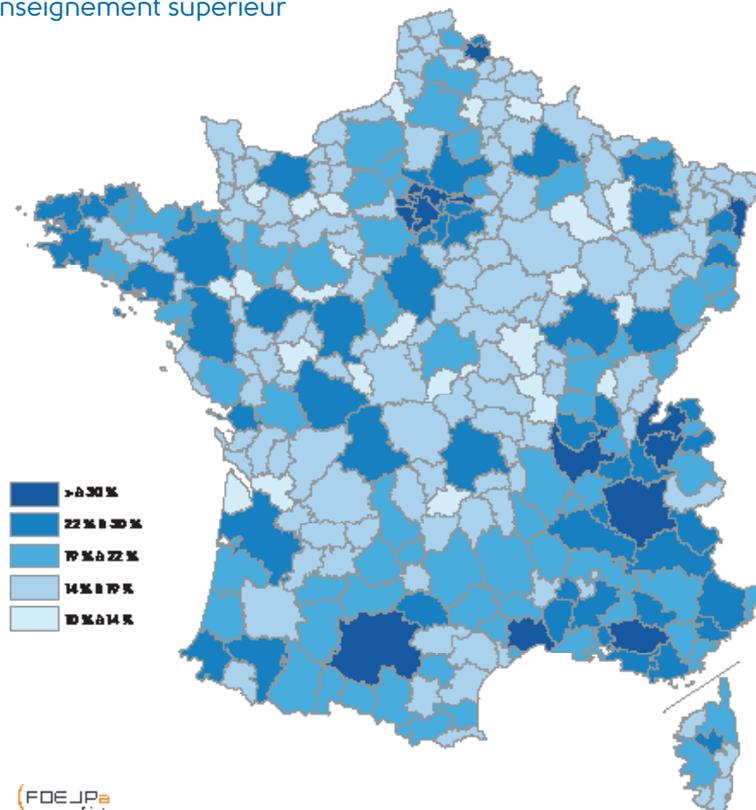
L'avantage comparatif de la zone d'emploi de Brest sur le plan national, se situe au niveau de la faible représentation des personnes peu ou pas diplômées. Sur les 320 zones d'emploi répertoriées, Brest a la 12^{ème} plus faible proportion, juste après Strasbourg. Concernant le niveau de diplôme de l'enseignement supérieur, Brest occupe tout de même la 33^{ème} place devant Angers (40^{ème}) et Caen (49^{ème}) mais derrière Dijon (28^{ème}) et Rennes (18^{ème}).

La part des personnes diplômées de l'enseignement supérieur est passée de 18 % en 1999 à 27 % en 2010

Part des personnes non scolarisées de 15 ans et plus peu ou pas diplômées



Part des personnes non scolarisées de 15 ans et plus diplômées de l'enseignement supérieur



Source : INSEE, RP 2010

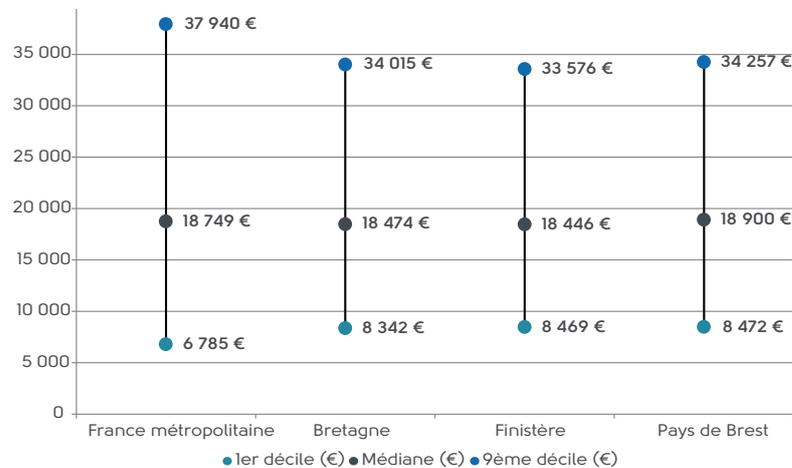
Niveau de revenu et disparité par classe d'âge en 2010

En 2010, l'Insee estimait à 18 900 euros le revenu médian du Pays de Brest : un niveau supérieur à l'ensemble des territoires de référence (454 euros de plus que le Département ou +426 euros par rapport à la Bretagne). De plus la dispersion des revenus est moins forte : les 10 % des ménages les plus aisés touchent quatre fois plus que les 10 % des plus pauvres contre 5,6 fois au niveau national. Comparée aux autres aires urbaines, celle de Brest figure également parmi les moins inégalitaires avec un rapport de 4,6 à Caen, 4,5 à Angers et 4,4 à Dijon.

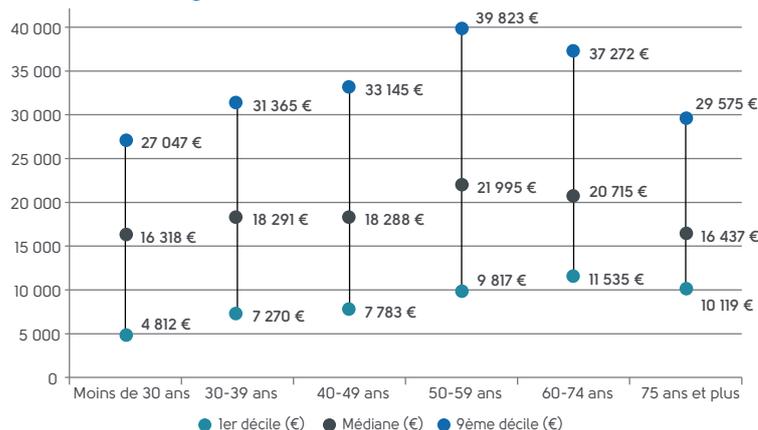
Le niveau de revenu du Pays de Brest varie d'une commune à l'autre. Le revenu médian de la première couronne de la ville de Brest est particulièrement plus élevé. Bohars est même la première commune du département avec une médiane de 25 018 euros (cinquième au niveau régional). Les ménages de certaines communes littorales bénéficient également de revenus plus conséquents comme Le Conquet, Plougonvelin, Lannildut ou Daoulas. D'une manière générale, plus on s'éloigne d'espaces urbanisés et de la côte, plus le revenu sera bas. La ville de Brest fait figure d'exception étant donné le parc de logements collectifs, les ménages aux revenus plus modestes auront tendance à s'y installer. Les intercommunalités à dominante économique industrielle ou agricole, observent aussi généralement des revenus plus bas comme à Pont-de-Buis ou Lesneven.

Définition décile : tout comme la médiane qui sépare la population en deux parties égales, il est possible d'étudier la distribution de la population en la divisant en dix parties égales, on parle alors de déciles. Cette mesure de la répartition de la population permet, dans le cas des revenus fiscaux, de connaître les 10 % de la population la plus aisée, le 9^{ème} décile constituant alors la limite au-dessus de laquelle se situe le revenu des habitants les plus aisés. A l'inverse, le 1^{er} décile permet de connaître le niveau de revenus en dessous duquel se situent les 10 % de la population la plus pauvre.

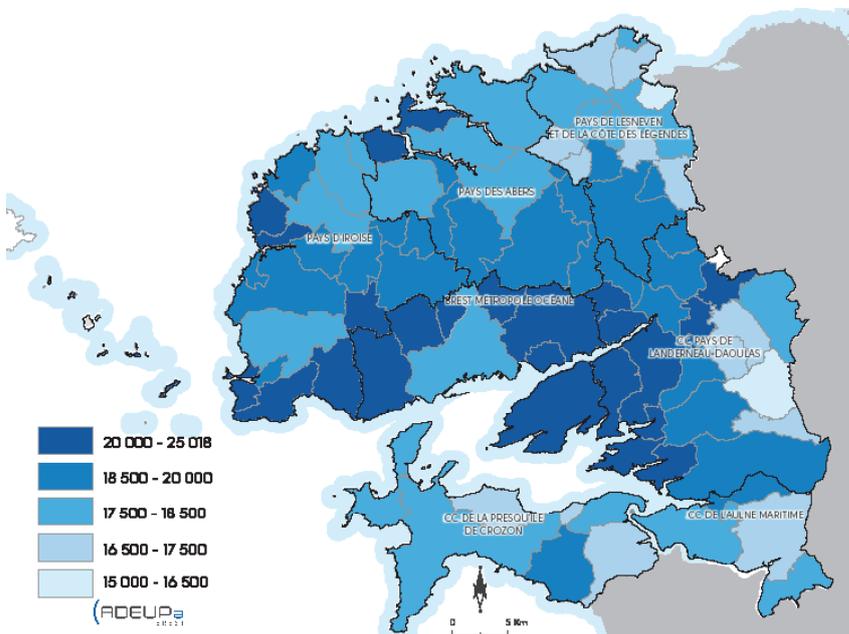
Distribution des revenus par unité de consommation - 2010



Distribution des revenus par unité de consommation dans le Pays de Brest selon l'âge - 2010



Revenu médian par unité de consommation en 2010 (en €)



Source : INSEE

Davantage de salariés en contrat à durée déterminée dans le Pays de Brest

82,3 % des salariés occupent un emploi stable contre 85 % en moyenne au niveau national. À contrario, près de 13 % des salariés sont sous contrat à durée déterminée contre 9,1 % dans l'aire urbaine de Caen. Le bassin d'emploi brestois se caractérise par une plus forte proportion des contrats non pérennes. La prédominance de l'emploi public et plus précisément de la Défense, peut expliquer cette différence, vu que l'Armée contractualise le plus souvent sous forme de mission.

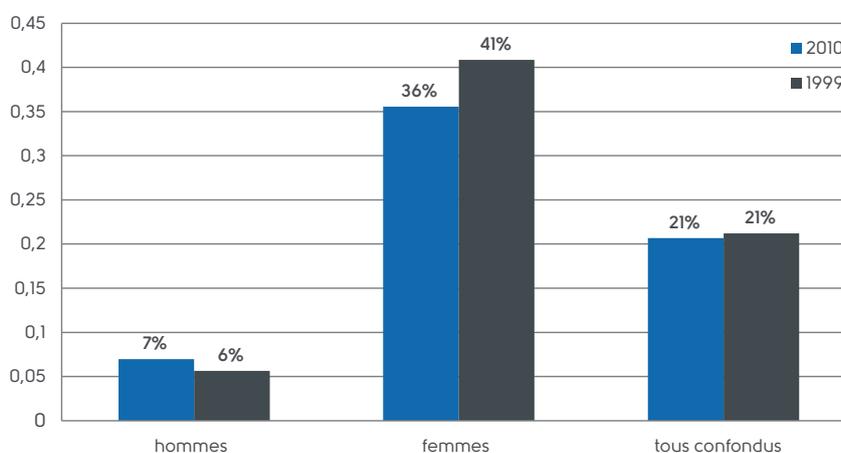
21 % des salariés du Pays de Brest travaillent à temps partiel contre 18 % en France. Les femmes sont six fois plus concernées que les hommes. Cette inégalité est particulièrement présente dans le bassin d'emploi brestois même si ce phénomène tend à se réduire. En effet, elles sont 28 % dans ce cas dans l'aire urbaine de Dijon, 30 % à Caen, 32 % à Rennes contre plus de 40 % à Brest.

82,3 % des salariés occupent un emploi stable contre 85 % en moyenne au niveau national

Conditions et statuts des emplois occupés par les salariés en 2010

	Pays de Brest		Bretagne	France
	Nbr	% emplois salariés	% emplois salariés	% emplois salariés
Salariés Fonction publique CDI	117 895	82,3 %	83,9 %	85,0 %
Salariés CDD	18 545	12,9 %	10,8 %	9,8 %
Salariés Intérim	2 477	1,7 %	2,2 %	1,9 %
Salariés Emplois aidés	1 161	0,8 %	0,7 %	0,8 %
Salariés Apprentissage Stage	3 244	2,3 %	2,4 %	2,6 %
Non-salariés Indépendants	8366	-	-	-
Non-salariés Employeurs	8195	-	-	-
Non-salariés Aides familiaux	303	-	-	-

Part des salariés en temps partiel selon le sexe dans le Pays de Brest



Source : INSEE, RP



Photo : Adeupa

2. Activités et emplois

L'emploi au lieu de travail en 2010

■ Répartition de l'emploi et évolution par rapport à 1999

160 000 emplois ont été recensés dans le Pays de Brest en 2010, soit 12 % des emplois bretons.

Brest métropole océane perd en poids démographique mais elle occupe toujours une place prépondérante en termes d'emplois puisque les deux tiers y sont concentrés. Avec 10 % des emplois du Pays de Brest, le Pays de Landerneau arrive en deuxième position.

La nature des emplois est différente au sein de l'agglomération par rapport aux alentours. Le secteur administratif, l'Enseignement, la Santé et l'Action sociale représente 43 % des emplois de Brest métropole océane contre 31 % en moyenne au niveau national. La forte concentration de l'effectif militaire est l'une des raisons qui explique cette surreprésentation. Par ailleurs, la Communauté urbaine accueille les principaux équipements administratifs, hospitaliers, de l'enseignement supérieur, ..., ce qui confère à ce secteur d'activité une place prépondérante.

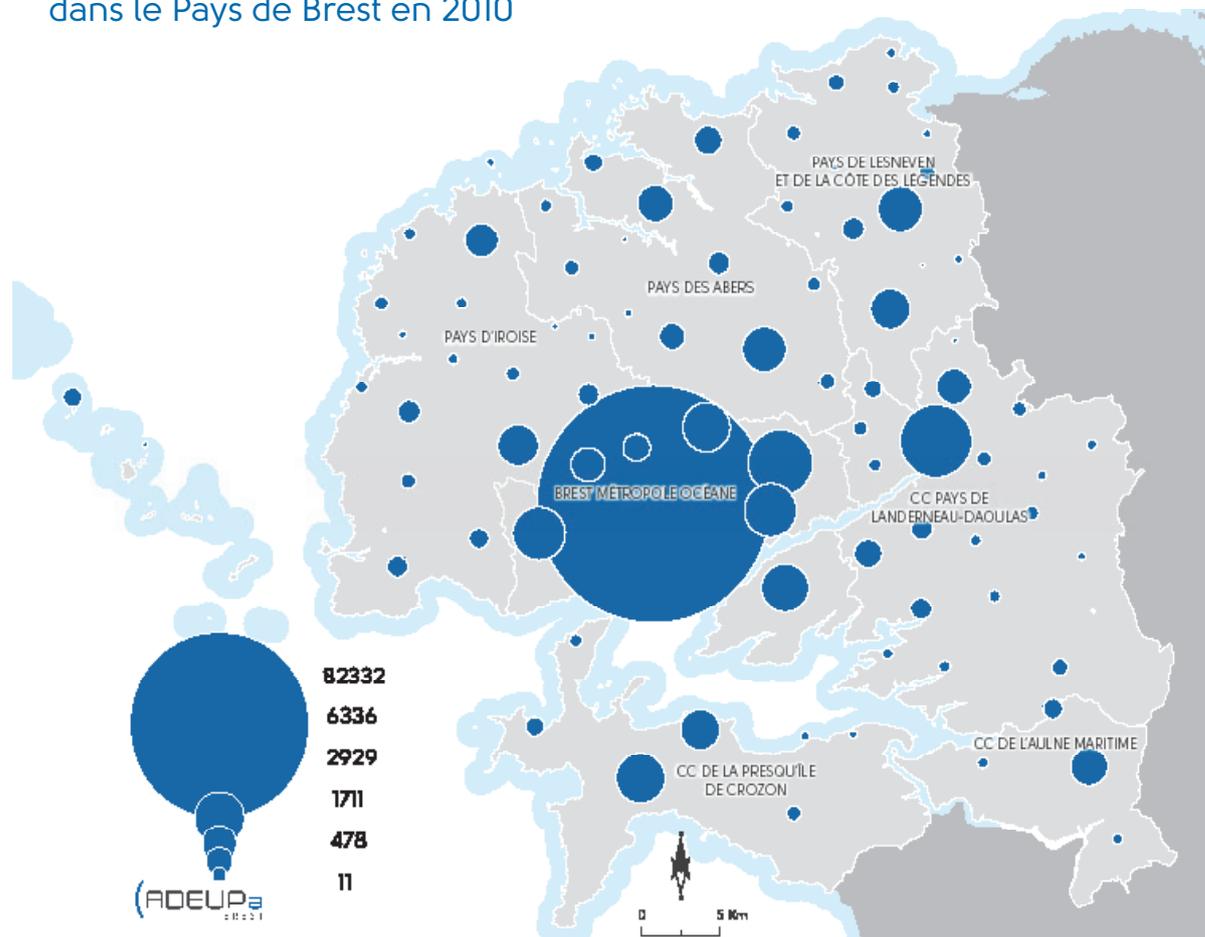
Hors Brest métropole océane, l'agriculture et l'industrie sont des secteurs générateurs d'emplois dans le

Pays de Brest. L'agriculture représente 9 % des emplois (5 800) contre une moyenne nationale de 3 %. Le secteur industriel pèse quant à lui pour 13 %.

L'agriculture représente 9 % des emplois (5 800)

Entre 1999 et 2010, le nombre d'emplois dans le Pays de Brest a augmenté de 13 % (l'équivalent de 19 000 emplois supplémentaires) : une hausse modérée au vu de la moyenne régionale (+17 %). Sur le plan national, Brest ne fait pas partie des zones

Répartitions de l'emploi au lieu de travail dans le Pays de Brest en 2010

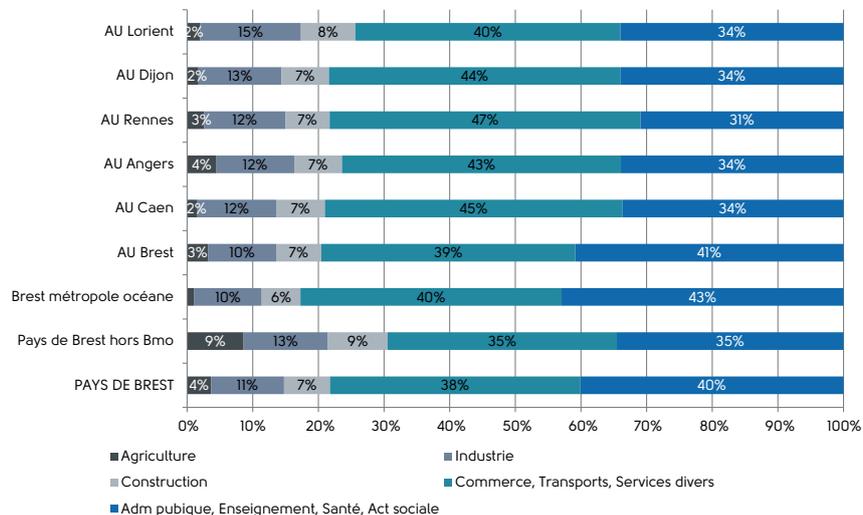


Source : INSEE, RP 2010

d'emploi les plus dynamiques. Sur les 320 zones d'emploi référencées, Brest occupe le 111^{ème} position en termes de progressions d'emplois, derrière Rennes avec +26,2 %, Caen (+14,8 %), Angers (+14,5 %) ou Lorient (+13,2 %). Cependant, la zone d'emploi de Dijon est moins dynamique avec une hausse de +12,4 %.

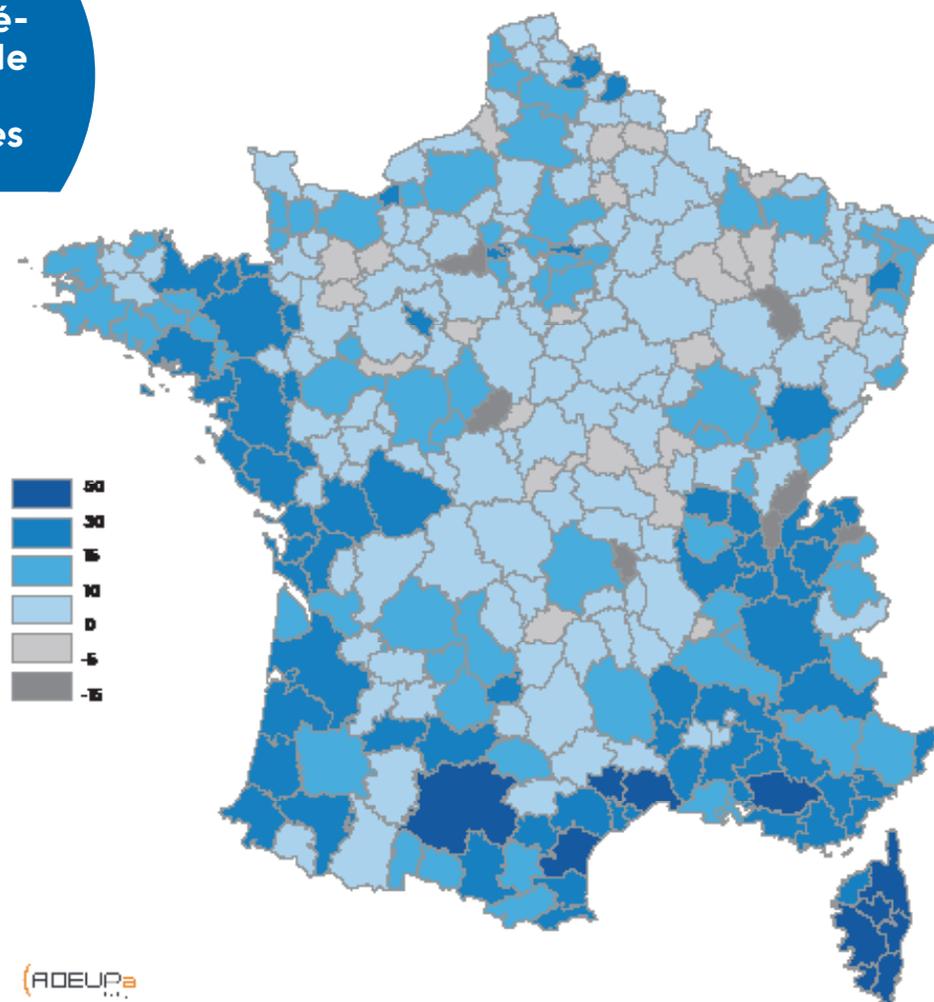
D'une façon générale, les plus fortes évolutions se trouvent dans les espaces urbanisés. La côte sud française ressort également nettement dans ce domaine. La zone d'emploi brestoise est moins concernée car la place prépondérante qu'occupe le secteur public est moins soumise aux variations conjoncturelles.

Répartition de l'emploi au lieu de travail par secteur d'activité en 2010



Évolution de l'emploi au lieu de travail entre 1999-2010 par zone d'emploi en %

En premier lieu la **Dé-fense** emploie plus de **17 000** personnes



Une grande part des emplois du Pays de Brest a un lien avec le milieu maritime. En premier lieu la Défense emploie plus de 17 000 personnes et explique que « l'Administration publique » soit davantage représentée dans le bassin d'emploi qu'au niveau national. Ensuite, le secteur « Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et équipement » correspond plus précisément à la réparation navale avec DNCS comme figure de proue. Le caractère métropolitain du Pays de Brest explique des spécificités dans les domaines de la santé, du

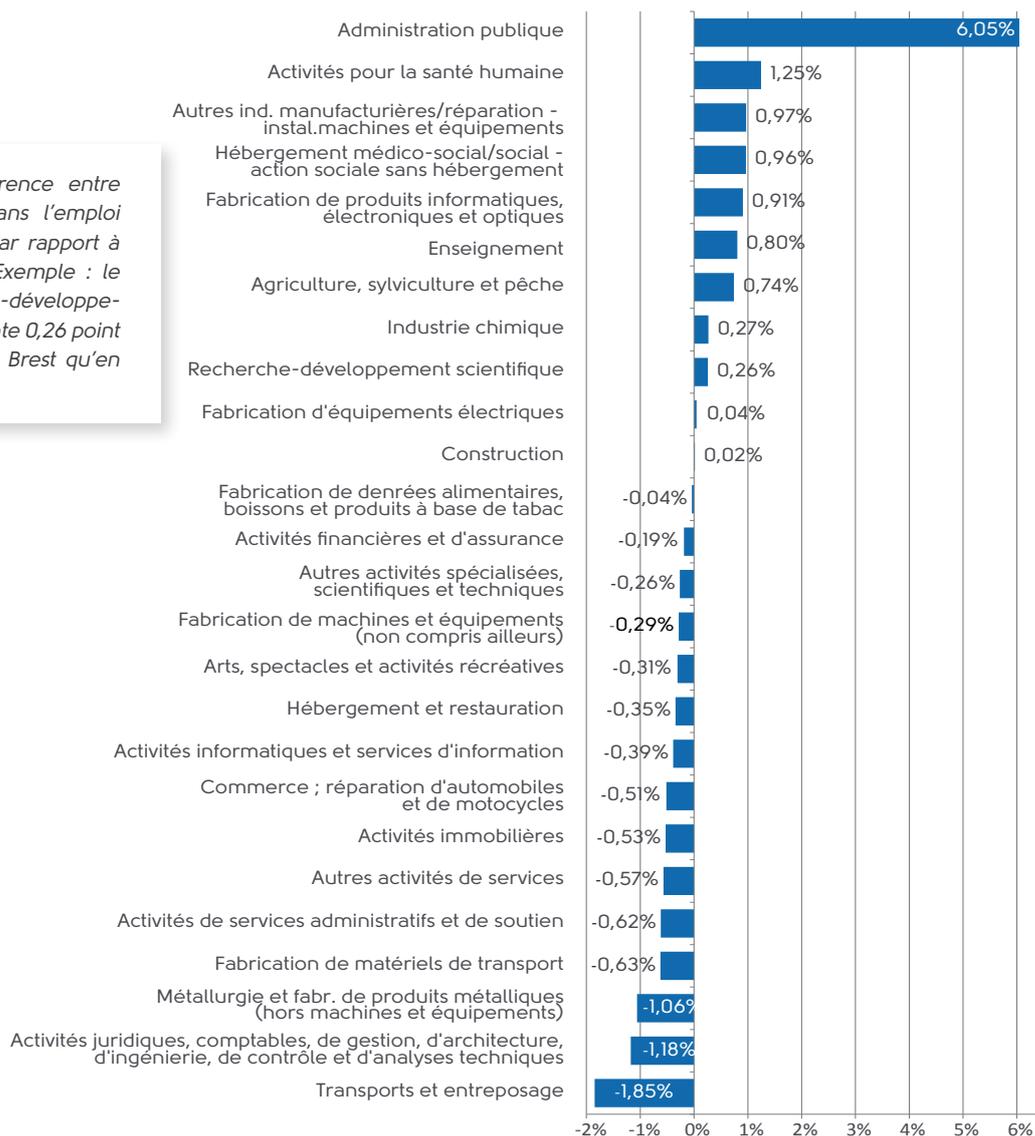
social et de l'enseignement via la présence d'infrastructures structurantes comme le CHRU, l'université ou encore l'École supérieure de Commerce. La fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques est encore aujourd'hui une activité importante. Mais Jabil, principale entreprise de ce secteur, cumule les épisodes de réduction d'effectifs depuis 2009.

À contrario, d'autres activités sont sous-représentées par rapport à la moyenne française. C'est particulièrement le cas dans les transports et

l'entreposage. Pourtant, l'éloignement géographique du Pays de Brest devrait impliquer un investissement important sur cette question pour pallier cette difficulté. Ce même aspect peut expliquer en partie la sous-représentation des activités de services aux entreprises davantage implantées dans les capitales régionales ou la région parisienne (exemple : la comptabilité, le juridique, l'informatique, la communication). Pour résumer, même si la diversification des emplois s'est améliorée ces vingt dernières années, des efforts restent encore à fournir.

Spécificité de l'économie du Pays de Brest comparativement au niveau national en 2010

Clés de lecture : différence entre la part d'un secteur dans l'emploi total du Pays de Brest par rapport à la moyenne nationale. Exemple : le secteur de la recherche-développement électrique représente 0,26 point de plus dans le Pays de Brest qu'en France.



Source : INSEE

2008-2010 : forte progression du nombre des cadres des fonctions métropolitaines

Le concept de cadres des fonctions métropolitaines (CFM) développé par l'Insee correspond aux emplois de cadres ou de chefs d'entreprise de plus de dix salariés dans les cinq fonctions métropolitaines que sont : conception & recherche, prestations intellectuelles, commerce inter-entreprises, gestion et culture & loisirs. Entre 1999 et 2006, leur nombre a augmenté de 3 000 CFM. Entre 2008 et 2010, sur un périmètre géographique légèrement différent, (puisque les aires urbaines ont été redéfinies en 2010), la progression est de 895 CFM.

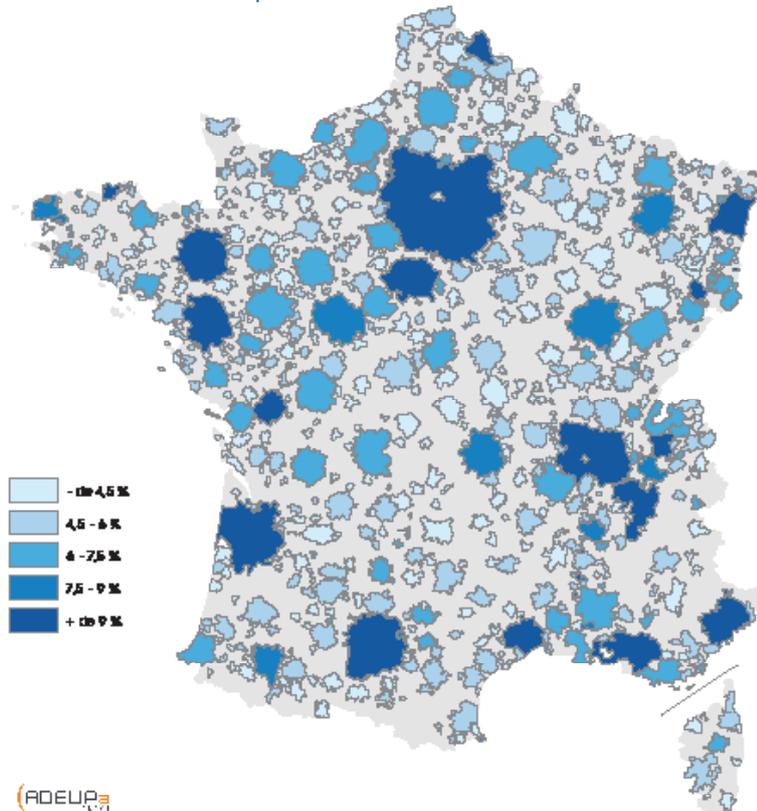
En 2010, l'Insee estime à 10 448 le nombre de cadres des fonctions métropolitaines dans l'aire urbaine (AU) de Brest. Cette dernière occupe la 25^{ème} place nationale alors qu'en termes d'emplois elle ne se situe qu'au 28^{ème} rang et devance les AU de Douai Lens, du Mans et de Reims.

Le ratio CFM / emploi total s'élève désormais à 8 %. Cela positionne Brest en 33^{ème} position des 771 AU françaises (et au 23^{ème} rang des AU de plus de 20 000 emplois). Les emplois militaires n'étant pas pris en compte, il s'agit nécessairement d'une sous-estimation.

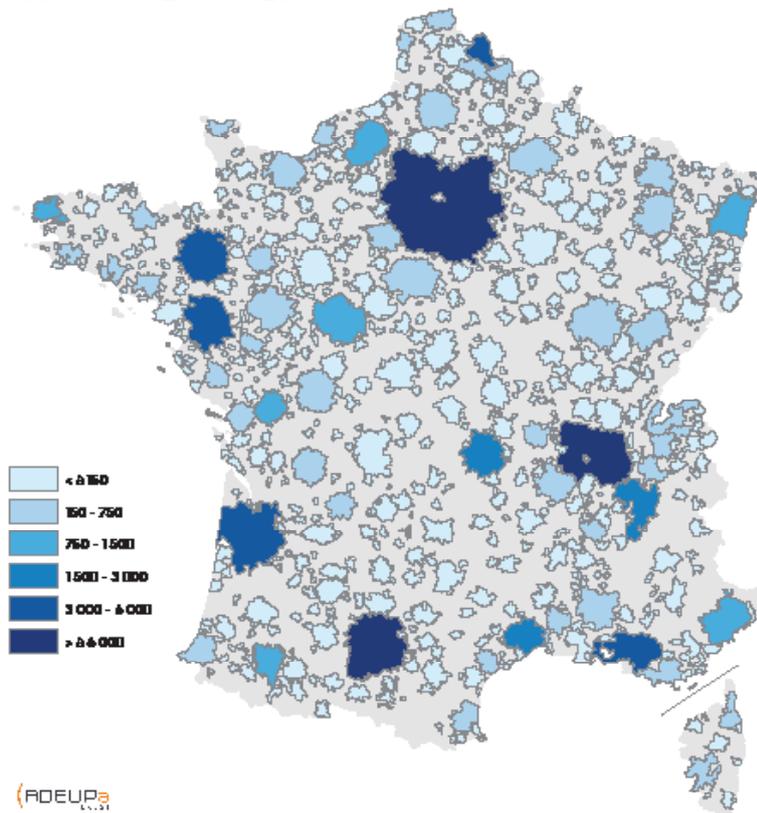
Le ratio CFM / emploi total s'élève désormais à 8 %

C'est particulièrement la fonction conception & recherche qui caractérise le territoire brestois puisque en nombre comme en part relative l'AU brestoise est bien placée : respectivement 17^{ème} et 32^{ème} rang. Cette spécialisation correspond aux sciences marines et aux technologies de l'information et de la communication.

Part des CFM dans l'emploi total en 2010



Évolution entre 2008 et 2010



(ADEUR)

Source : INSEE

Dans les années 2008-2010 s'engage une nouvelle crise économique ; pour autant la hausse du nombre de CFM est sensible à Brest puisqu'elle est de 894 soit la 16^{ème} plus forte progression des aires urbaines françaises. Ce marqueur de métropolisation des emplois correspond à des AU de plus de 200 000 emplois alors que l'AU brestoise n'en compte que 130 000. L'AU de Brest devance ainsi les AU de Rouen, Toulon, Saint-Etienne, Caen, Angers... Depuis 1999, la progression dépasse les 4 600 et place Brest au 18^{ème} rang national.

la 16^{ème} plus forte progression des aires urbaines françaises

À Brest, l'ensemble des cinq fonctions métropolitaines est en progression sensible avec des hausses qui se situent parmi les meilleures au niveau national. C'est le cas pour les prestations intellectuelles (+ 373 CFM soit la 18^{ème} plus forte hausse au niveau national), la conception & recherche (+ 205 et 12^{ème} plus forte progression

française), la gestion (+ 150 et 37^{ème}, la culture & loisirs (+ 105 et 15^{ème}) et le commerce inter-entreprises (+61 et 18^{ème}). Si pour la conception & recherche, il s'agit d'une confirmation d'une spécialisation brestoise, c'est plus un phénomène de rattrapage pour les autres fonctions. Cette tendance illustre une métropolisation des emplois de l'AU.

Les CFM représentent 8 % du total des emplois de l'AU contre 7,4 % en 2008 et seulement 5,0 % en 1999. L'AU brestoise est ainsi passée en quelques années de la 91^{ème} à la 34^{ème} place nationale, ce qui constitue l'une des plus fortes progressions et traduit bien la trajectoire métropolitaine brestoise.

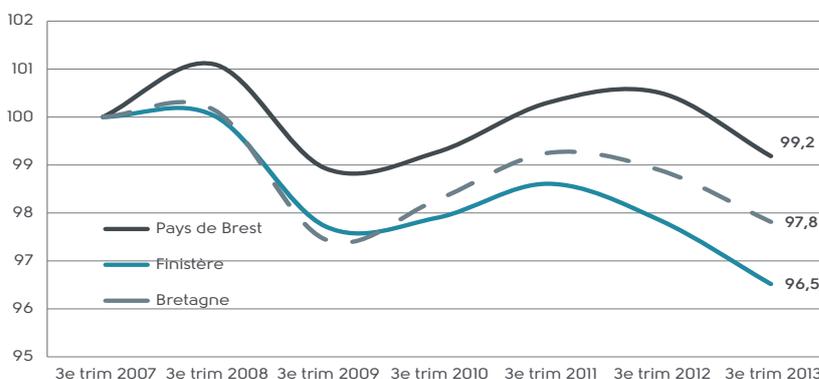
L'emploi salarié privé au 3^{ème} trimestre 2013

MISE EN GARDE : les effectifs transmis par l'Urssaf ne tiennent pas compte des salariés qui dépendent du régime de la Mutuelle sociale agricole (MSA). Ainsi, les difficultés subies par le secteur de l'agro-alimentaire peuvent ne pas apparaître clairement dans ces données.

Au 30 septembre 2013, 90 436 salariés privés ont été recensés par l'Urssaf dans le Pays de Brest : un chiffre en baisse de 1,9 % depuis le début de la crise économique, soit l'équivalent de 1 746 emplois en moins.

Dans le même temps, au niveau départemental, le nombre de salariés a subi des pertes bien plus lourdes avec une chute de 3,5 % (- 7 519). L'emploi salarié breton a aussi reculé de 2,3 % (soit -18 800 emplois). Sur l'ensemble de la période, l'évolution du nombre de salariés privés illustre deux phases de crise.

Évolution du nombre de salariés privés entre le 3^{ème} trimestre 2007 et celui de 2013 (base 100 : 2007)

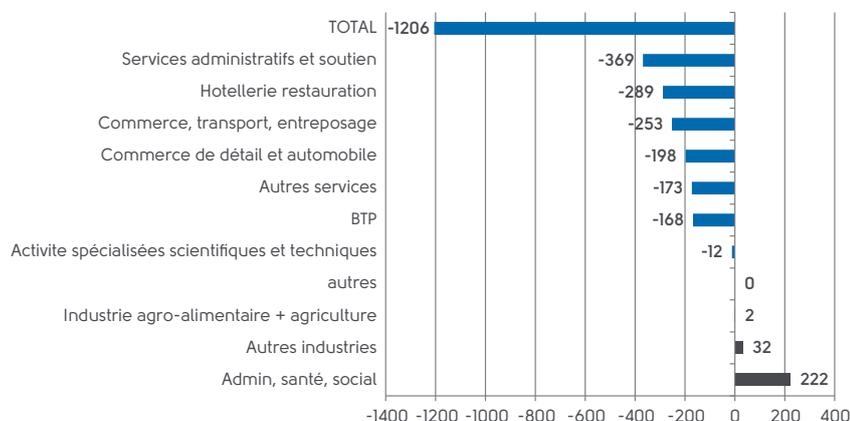


Source : URSSAF



Photo : Brest métropole océane - Dominique Leroux

Pertes et gains de salariés privés entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 3^{ème} trimestre 2013 par secteurs d'activités dans le Pays de Brest



Source : URSSAF

Le « commerce, transport, entreposage » a perdu plus de 800 salariés privés

La première et pour l'instant la plus coûteuse en termes d'emplois, s'est déroulée entre 2008 et 2009. En un an, près de 2 000 postes ont été supprimés dans le Pays de Brest (-2,1 %). Les diminutions aux niveaux départemental et régional ont été encore plus dramatiques avec respectivement -2,4 % et -2,7 %. La seconde crise semble s'inscrire dans la durée. Elle est pour l'instant moins destructrice d'emplois mais plus lourde de conséquences comparée à la moyenne régionale. Entre 2012 et 2013, le nombre de salariés privés a reculé de 1,3 % (- 1 200 postes) dans le Pays de Brest contre -1,4 % dans le Finistère et -1,1 % en Bretagne.

■ Le secteur de la construction est la première victime économique sur l'ensemble du territoire national, sauf dans le Pays de Rennes plus touché par les difficultés du secteur automobile. 1 240 emplois ont été supprimés depuis 2008 dans le Pays de Brest. Selon la Fédération nationale du Bâtiment, le gros œuvre a payé le plus

lourd tribut. Mais désormais, même la rénovation et l'amélioration de l'habitat sont touchées ce qui n'était pas arrivé depuis vingt ans. Être compétitif est devenu une condition de survie, aussi les prix pratiqués sont de plus en plus bas plongeant certaines entreprises dans d'importantes difficultés de trésorerie. En 2014, une stabilisation des effectifs est le scénario le plus optimiste.

■ Le « commerce, transport, entreposage » a perdu plus de 800 salariés privés pendant la période. Les difficultés économiques de la construction, et plus récemment de l'agro-alimentaire, ont mécaniquement des répercussions sur le transport de marchandises ou le commerce de gros.

■ Avec 525 salariés privés de moins depuis le début de la crise, d'autres activités industrielles ont été secouées. Livbag a dû mettre en place un plan social courant 2009 et Jabil continue de réduire ses effectifs depuis cette même période.

■ Le « Commerce de détail » fait face à une baisse de la consommation des ménages liée notamment à la montée du chômage et la persistance de l'incertitude. 376 postes ont été supprimés.

■ La baisse de l'activité se répercute mécaniquement sur les « Services administratifs de soutien ». Composé pour une large part de l'emploi intermédiaire.

■ Malgré des conditions climatiques favorables en juillet et août et un bilan touristique satisfaisant, l'hôtellerie et la restauration ont perdu 289 salariés par rapport à l'année précédente. Pour mémoire, l'année 2012 avait profité de l'organisation des fêtes maritimes.

■ L'« Administration, la Santé et le Social » restent des secteurs dynamiques avec près de 1 000 emplois supplémentaires via notamment le vieillissement de la population.



Photo : Brest métropole océane - L.Gac

L'emploi intérimaire

■ Au 31 décembre 2013, Pôle emploi a estimé à 3 145 le nombre d'intérimaires occupés dans le Pays de Brest. Par rapport à décembre 2012, cet effectif a baissé de 4 %, soit environ 130 intérimaires de moins contre une hausse de 5,5 % au niveau régional. Cette baisse quasi continue au cours de l'année 2013 a rappelé les mauvais résultats de l'année 2009. L'industrie est le premier consommateur de l'Intérim. C'est aussi ce secteur qui a le plus restreint sa demande. Sont plus particulièrement concernées

les activités de fabrication de denrées alimentaires et surtout la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines (Jabil). La construction est restée stable mais peut-être parce que cette variable d'ajustement avait déjà disparue de leurs effectifs. Au cours des derniers mois de l'année, les progressions étaient à nouveau positives, reste à savoir s'il s'agit uniquement d'un sursaut ou d'une évolution pérenne.

L'industrie est le premier consommateur de l'Intérim. C'est aussi ce secteur qui a le plus restreint sa demande.

Répartition de l'emploi intérimaire par secteur d'activités dans le Pays de Brest - Décembre 2013

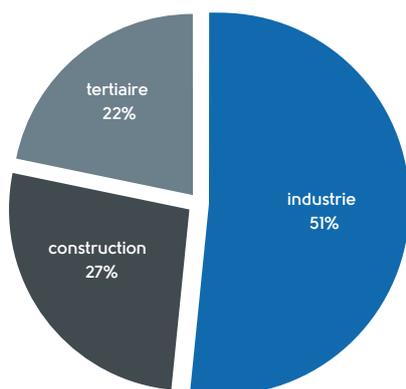


Photo : Adeupa

Source : Pôle emploi

Évolution du nombre d'intérimaires entre janvier 2009 et décembre 2013 dans le Pays de Brest



Source : Pôle emploi

La répartition des établissements et salariés (hors Défense) en 2011

■ Au 31 décembre 2011, le nombre d'établissements dans le Pays de Brest était de 26 364, soit une augmentation de +2,8 % par rapport à l'année précédente (+728 établissements). Une progression qui a essentiellement concernée les établissements sans salarié. À l'inverse, avec la persistance de la crise économique, les établissements de plus de 50 salariés ont diminué de 2,7 %.

52 % des effectifs travaillent dans des établissements de 50 salariés et plus contre 49 % en Bretagne. Ces établissements concentrent en

moyenne 156 salariés contre 146 en Bretagne. Le paysage économique de Pays de Brest est donc davantage composé de grands employeurs. Cependant comparé aux aires urbaines de référence, cet aspect est plus marqué pour Rennes, Dijon et Caen avec plus de 55 % des effectifs dans ces établissements.

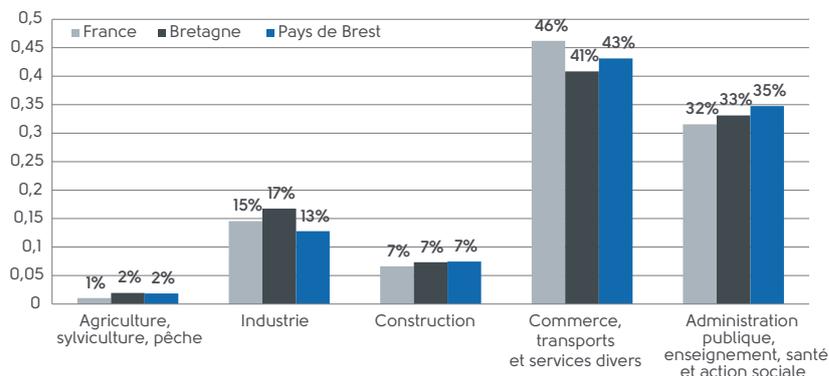
78 % des salariés du Pays de Brest travaillent dans le tertiaire contre 74 % des salariés bretons. La présence d'une agglomération importante a un large effet sur la structure de l'emploi. L'aire urbaine brestoise est composée d'un niveau semblable voire supérieur d'emplois tertiaires par rapport à celle d'Angers avec 76 % mais inférieure à celles de Rennes et Caen (80 %).



Photo : Brest métropole océane - L.Gac

Le paysage économique de Pays de Brest est davantage composé de grands employeurs

Répartition des effectifs selon le secteur d'activité au 31.12.2011



Source : INSEE

	Pays de Brest				Bretagne				France métropolitaine			
	Nbre ets	% ets	Effectifs	% eff	Nb ets	% ets	Effectifs	% eff	Nbre ets	% ets	Effectifs	% eff
0 salarié	16832	64%	-	-	179872	66%	-	-	4139149	69%	-	-
1 à 9 salariés	7 419	28%	22 872	19%	72336	27%	217012	21%	1519426	25%	4546079	20%
10 à 19 salariés	1 044	4%	13 858	12%	9206	3%	123340	12%	185793	3%	2490907	11%
20 à 49 salariés	673	3%	20 726	17%	5931	2%	182678	18%	119575	2%	3657995	16%
50 salariés et +	397	2%	61 964	52%	3516	1%	512475	49%	72856	1%	11927112	53%
Total	26 365	100%	119 420	100%	270861	100%	1035505	100%	6036799	100%	22622093	100%

* Champ : Ensemble des activités, hors intérim et Défense Source : Insee, CLAP

Les principaux employeurs du Pays de Brest

Raison sociale	Activité	Lieu	Effectifs
Ministère de la Défense	Défense	Brest et Crozon	17 275 (ADEUPa, effectif au 31.12.2010)
CHRU de Brest	Activités hospitalières	Brest	6 173 (CHRU, effectif en 2013)
Ville de Brest + Bmo	Administration publique générale	Brest	3 119 (Bmo, effectifs en 2013)
DCNS	Réparation et maintenance civile	Brest	2 699 (DCNS, effectifs en 2013)
UBO	Education	Brest	1 985 (UBO, effectifs en 2012)
Crédit Mutuel de Bretagne	Banque mutualiste	Le Relecq-Kerhuon	2 203 (Crédit Mutuel de Bretagne, effectifs en 2013)
Thalès	Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	Brest	1 641 (Fichier CCI, effectifs en 2012)
Groupe Even	Transformation du lait, distribution alimentaire, agrofournitures, nutrition animale	Ploudaniel	1 738 (Groupe Even, effectifs en 2013)
Livbag	Fabrication de produits explosifs	Pont-de-Buis	750 (Fichier CCI, effectifs en 2012)
SDMO	Fabrication de groupes électrogènes	Brest	745 (Fichier CCI, effectifs en 2012)
Triskalia	Agrofournitures, alimentaire et distribution spécialisée	Landerneau	709 (Triskalia, effectifs en 2012)
IFREMER	R&D en sciences physiques et naturelles	Plouzané	663 (IFREMER, effectifs en 2013)



Photo : Adeupa

La création d'entreprises : de 2006 à 2012

Les créations d'entreprises ont progressé de 8 % dans le Pays de Brest (2 108 en 2012 contre 1 954 en 2011), alors qu'aux niveaux régional et national on observe une stabilisation très fragile.

Sur 100 entreprises de la zone d'emploi de Brest, 13,7 ont été créées en 2012

Comme habituellement, les deux tiers de ces créations ont été réalisés dans le secteur du commerce, des transports et des services divers. Le taux de création de la zone d'emploi de Brest reste inférieur aux zones d'emploi de taille comparable. Pourtant pour la première fois depuis 2006, il dépasse ceux du Mans et de Lorient. Sur 100 entreprises de la zone d'emploi de Brest, 13,7 ont été créées en 2012. Le taux de création² français est bien supérieur avec 15,3 %, alors que la moyenne régionale est inférieure avec 13,1 %.

À l'échelle nationale, les espaces dynamiques se situent principalement dans les zones fortement urbanisées comme en Île-de-France ou à Lyon, Bordeaux, mais aussi sur la Côte d'Azur. Ainsi, sur 321 zones d'emploi, celle de Brest se situe à la 178^{ème} position. En matière de pérennité, les entreprises bretonnes se situent à un bon niveau : sur 100 entreprises créées en 2006, 71,6 existaient toujours trois ans après contre 65,9 en France, selon une enquête réalisée par l'Insee.

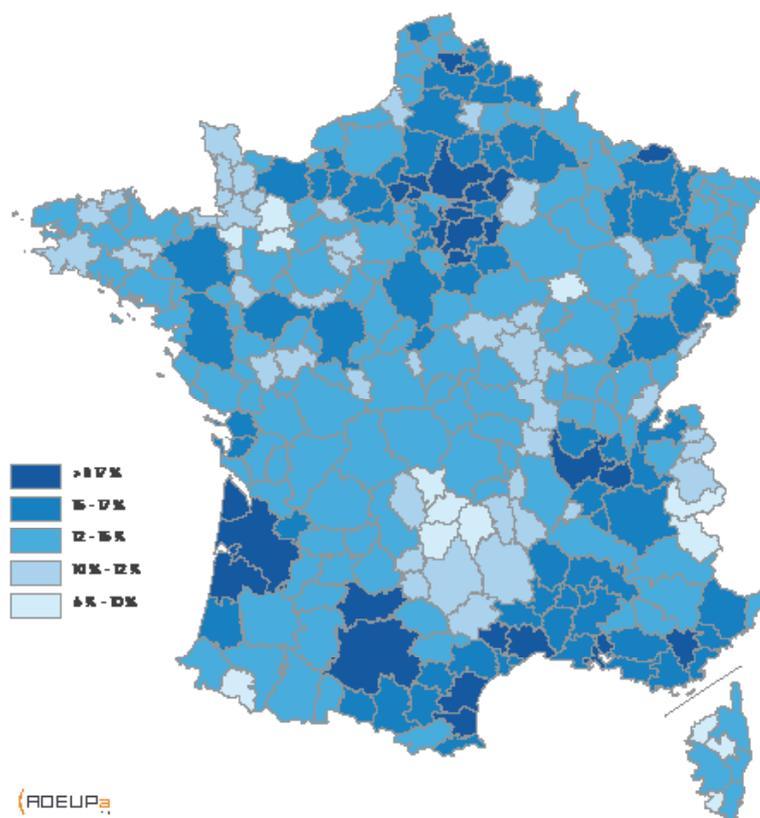
2-Le taux de création rapporte le nombre d'entreprises créées au nombre d'entreprises existantes sur une même année. Il permet de mesurer le renouvellement de l'appareil économique d'un territoire

Entre 2006 et 2012, le taux de création des entreprises brestoises est inférieur au niveau national. Cette différence est particulièrement marquée de 2006 à 2010. Les années 2009 et 2010 ne sont pas représentatives. La mise en place du statut d'auto-entrepreneur³ a boosté le nombre d'entreprises créées grâce à une procédure simplifiée. Sans accompagnement et étude de marché, les autos-entrepreneurs ont dû faire face à des difficultés. L'Insee a relevé que 90 % d'entre eux avaient un niveau de revenu inférieur au Smic. En 2011, le taux de création est retombé à un niveau particulièrement faible quelque soit le territoire de référence. Le Pays de Brest et la Bretagne retrouvent en 2012 un taux de création semblable aux premières années recensées.



Photo : Adeupa

Taux de création d'entreprises en % en 2012



Source : INSEE

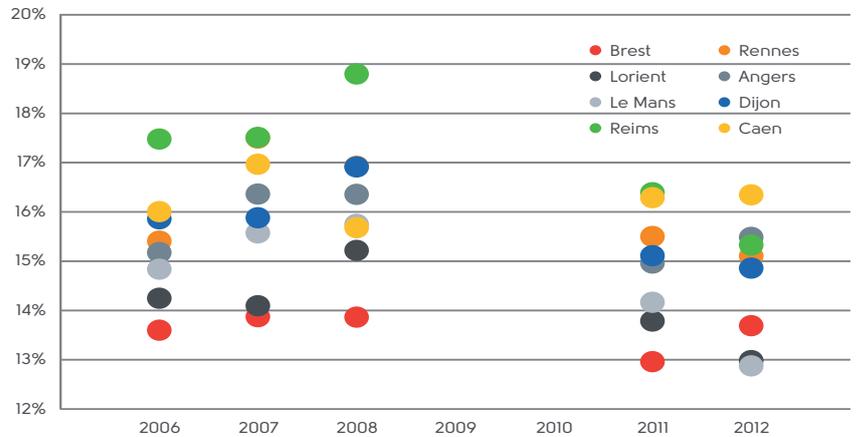


3-Auto-entrepreneur est un régime qui s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle dans le domaine de l'artisanat, du commerce ou du libéral. Pour une activité principale ou complémentaire, ce statut permet des procédures allégées de création d'entreprises ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

À l'échelle nationale ce dernier est descendu autour de 15 % contre 20 % auparavant dû certainement aux difficultés conjoncturelles.

Comparée à des zones d'emploi de taille analogue, celle de Brest est mal placée y compris lors du boom des créations entre 2009 et 2010. En 2011, elle occupe même la 220^{ème} place des zones d'emploi en France. L'année 2012 fait figure d'exception puisque Brest passe à la fois devant Lorient et Le Mans.

Taux de création des entreprises par zone d'emploi de 2006 à 2012



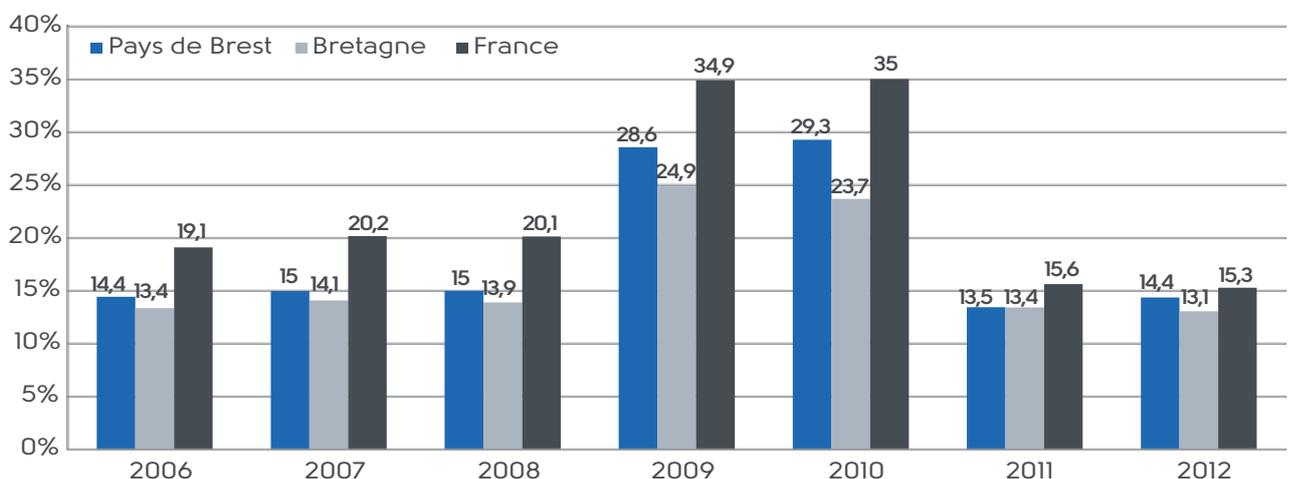
Source : INSEE

L'année 2012 fait figure d'exception puisque Brest passe à la fois devant Lorient et Le Mans



Photo : Brest métropole océane - D. Leroux

Taux de création des entreprises entre 2006 et 2012



Source : INSEE

3. Le marché de l'emploi en 2013

Taux de chômage depuis 1982 : le record historique départemental atteint

■ Au cours du troisième trimestre 2013, le taux de chômage du Finistère s'élevait à 9,7 % soit l'équivalent du record historique de 1985. Cette période s'est caractérisée par une crise du secteur de la construction en raison notamment de la frilosité des banques à financer les

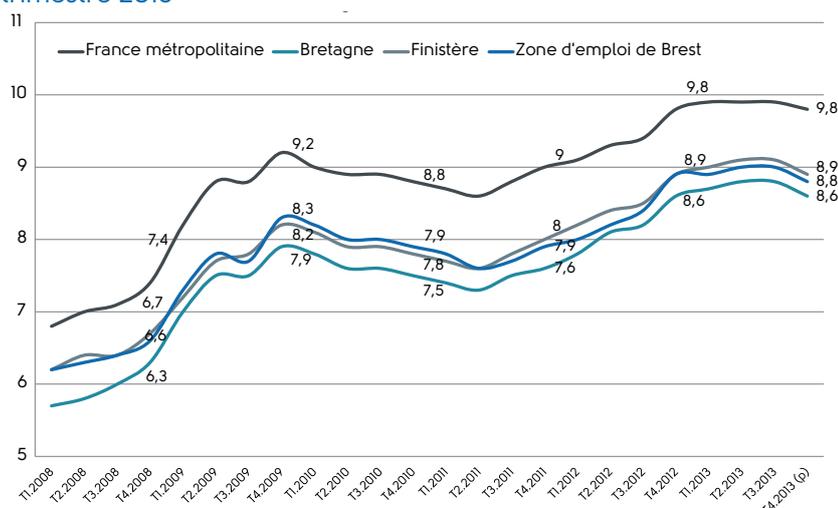
investissements immobiliers. Ces difficultés ont été amplifiées par la fin de la reconstruction de la ville de Brest. Ainsi, le taux de chômage était supérieur à la moyenne nationale (8,8 %). Depuis 2008, ce même secteur est touché, mais aussi un ensemble d'activités industrielles : automobile, agroalimentaire, électronique. Le taux de chômage de la zone d'emploi de Brest est inférieur à la moyenne nationale.

Le profil des demandeurs d'emploi en fin de mois

■ Depuis janvier 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A⁴ ne cesse d'augmenter. La progression s'est même accélérée à la fin de l'année 2012 et en 2013 particulièrement au niveau régional. Mais lors du dernier trimestre, on assiste à une stabilisation du nombre de chômeur. Cependant, il est encore prématuré d'envisager une inversion de cette courbe. Au 31 décembre 2013, 18 703 demandeurs d'emploi ont été comptabilisés dans le Pays de Brest, un chiffre en hausse de 4,8 % par rapport à l'année dernière. Si cette dernière est inférieure à l'évolution nationale, ce n'était pas le cas en début d'année.

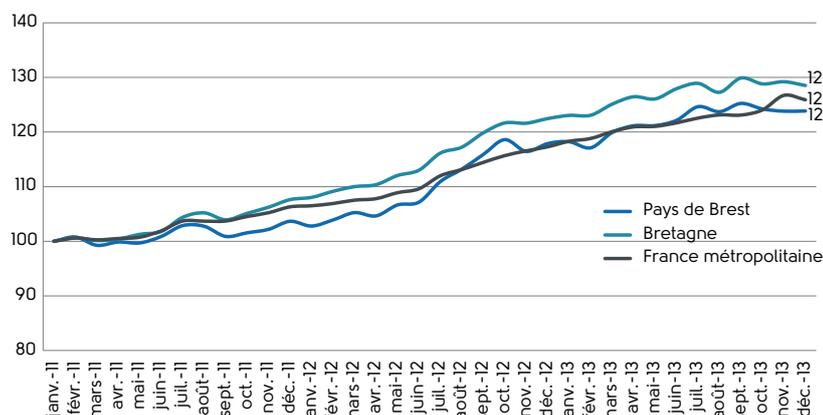
La demande d'emploi des hommes augmente à un rythme supérieur à celle des femmes : +7,4 % pour les uns contre +1,9 % pour les autres. Les activités en difficultés (l'intérim ou la construction) sont à dominante masculine. Les femmes sont le profil avec la plus faible progression ce trimestre : elles représentent 46,6 % de la demande totale contre près de 48 % fin 2012. Cependant, toutes catégories confondues, les femmes restent majoritaires avec 51,3 % du total : c'est important, mais moins qu'auparavant (52,4 % au 31 décembre 2012).

Évolution du taux de chômage entre le 3^{ème} trimestre 2008 et le 4^{ème} trimestre 2013



Source : INSEE. (p) : donnée provisoire

Évolution des demandeurs d'emploi de catégorie A entre 2011 et 2013 (base 100 : janvier 2011, données corrigées des variations saisonnières)



Source : Direccte

4- Catégorie A : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Catégorie B : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e de 78 heures ou moins au cours du mois). Catégorie C : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e de plus de 78 heures au cours du mois).

Les demandeurs de moins de 25 ans sont légèrement plus nombreux dans le Pays de Brest. Leur nombre progresse à un rythme supérieur à ceux observés en France et en région : +2,1 % contre respectivement +0,2 % et - 0,5 %.

Un an auparavant, les personnes de plus de 50 ans constituaient 19,7 % de la demande totale, contre 21,3 % actuellement



Photo : Brest métropole océane - J. Ogor

Le nombre de seniors et de chômeurs de longue durée continuent de progresser de façon inquiétante. Un an auparavant, les personnes de plus de 50 ans constituaient 19,7 % de la demande totale, contre 21,3 % actuellement. La hausse du nombre de chômeurs de longue durée est plus marquée dans le Pays de Brest : +16 %, soit 937 personnes supplémentaires, contre +14,4 % en Bretagne.

	Pays de Brest			Bretagne			France métropolitaine		
	Nombre	% DEFM*	Évolution déc 2012/ déc 2013	Nombre	% DEFM	Évolution déc 2012/ déc 2013	Nombre	% DEFM	Évolution déc 2012/ déc 2013
Total demandeurs d'emploi cat.A	18 703	-	+4,8%	146 165	-	+4,8%	3 371 985	-	+5,6%
Dont les femmes	8 714	46,6%	+1,9%	68 177	46,6%	+3,8%	1 580 114	46,9%	+5,0%
Dont les hommes	9 989	53,4%	+7,4%	77 988	53,4%	+5,7%	1 791 871	53,1%	+6,1%
Dont les jeunes (<25 ans)	3 311	17,7%	+2,1%	24 381	16,7%	-0,5%	558 932	16,6%	+0,2%
Dont les seniors (≥50 ans)	3 983	21,3%	+13,2%	32 976	22,6%	+11,9%	750 301	22,3%	+12,0%
Dont chômeurs de longue durée	6 800	36,4%	+16,0%	52 126	35,7%	+14,4%	1 240 465	36,8%	+14,1%

Source : Direccte.

* Demandeurs d'emploi en fin de mois

Les secteurs recruteurs

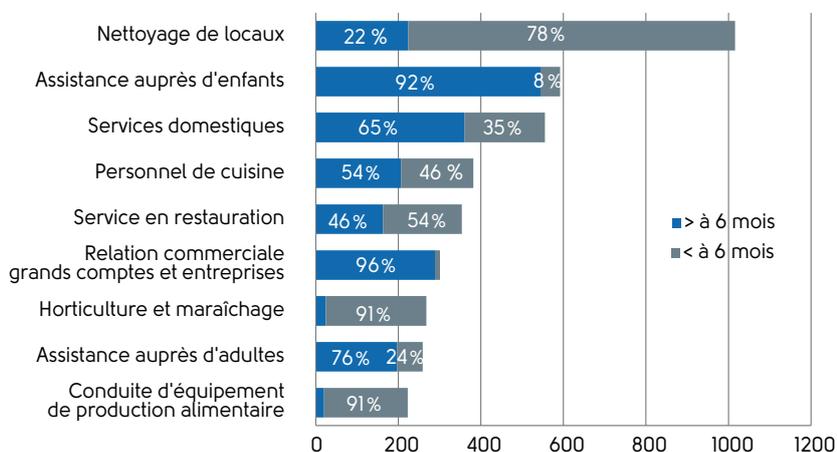
■ 192 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été recensées dans le Pays de Brest en 2013. Après un premier semestre en baisse, la hausse des DPAE lors du second a permis de rattraper les mauvais résultats. Au final, le nombre d'embauches a été stable entre 2012 et 2013. Comme à l'accoutumée, le secteur de la santé humaine et de l'action sociale a particulièrement été dynamique avec 3 475 embauches en plus (+12 %). Celui des arts et spectacle a également progressé de 9 % sur la même période. À l'inverse, quatre secteurs ont diminué leur nombre de contrats : l'Hébergement & la Restauration, le Commerce, l'Agriculture & la Pêche et l'Activité de services administratifs & de soutien. Les deux premiers secteurs ont reculé de 2 300 embauches. L'érosion de la consommation des ménages tout au long de cette année influe directement sur l'embauche dans ces activités. Concernant le domaine du transport, les difficultés ne sont pas nouvelles et la crise de l'agroalimentaire courant 2013 a ajouté une tension supplémentaire. Transéo, une entreprise du secteur basée à Pont-de-Buis, a fermé ses portes courant décembre.

Entre 2012 et 2013, le nombre d'offres émises par Pôle emploi a chuté de 17,9 % dans le Pays de Brest,

■ Entre 2012 et 2013, le nombre d'offres émises par Pôle emploi a chuté de 17,9 % dans le Pays de Brest, soit 2 800 contrats en moins. La diminution a été moins brutale aux niveaux régional et national (aux alentours de -14 %). Les offres temporaires et occasionnelles sont plus précisément concernées car davantage soumises aux variations conjoncturelles. À l'inverse, les contrats de plus de six mois sont stables ce qui explique qu'ils représentent 48 % des offres contre 35 % il y a un an. Parmi

les métiers les plus touchés par cette baisse, on retrouve le secteur de la restauration, mais aussi celui de l'agriculture : plus de 450 offres en moins pour « le personnel de cuisine » et « service en restauration » et un recul de 173 offres pour « l'horticulture et le maraîchage ». Par contre, la réforme des rythmes scolaires a dû accroître les besoins de « assistance auprès d'enfants », métier qui figure par ailleurs comme l'un des plus pérenne.

Familles de métiers concentrant le plus d'offres à Pôle emploi en 2013 dans le Pays de Brest



DPAE	2012	2013	Évolution en volume	Évolution en %
Activités de services administratifs et de soutien	76 383	75 619	-764	-1%
Santé humaine et action sociale	27 848	31 323	3 475	12%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17 393	16 296	-1 097	-6%
Hébergement et restauration	16 452	15 248	-1 204	-7%
Arts, spectacles et activités récréatives	12 974	14 151	1 177	9%
Agriculture et pêche	12 739	11 810	-929	-7%
Autres activités de services	4 143	4 151	8	0%
Industrie manufacturière	4 055	3 951	-104	-3%
Transports et entreposage	3 445	3 227	-218	-6%
Administration publique	2 723	3 034	311	11%

Source : Pôle emploi

Conclusion

Si l'année 2012 était déjà synonyme de difficultés économiques dans le bassin d'emploi, elles se sont amplifiées en 2013. Le taux de chômage a égalé son record historique, le nombre de demandeurs d'emploi n'a cessé de progresser, l'emploi intérimaire s'est effondré. Les seniors et les chômeurs de longue durée sont les principales victimes de cette crise économique, créant un phénomène de file d'attente sur le marché de l'emploi. Dans ce contexte pro-

pice à l'incertitude, les ménages ont restreint leur consommation au profit de leur épargne. Ainsi, la Restauration et le Commerce de détail sont les nouveaux secteurs en recul cette année. Par ailleurs, la Construction ne parvient pas à se relever et continue de restreindre ses effectifs. 2013 a également été caractérisée par la crise de l'agroalimentaire. Si les principales entreprises concernées se situent en dehors du Pays de Brest, les difficultés de ce secteur se sont tout

de même répercutées dans le domaine du transport ou de l'élevage. Cependant, lors du dernier trimestre, on observe des rythmes de dégradation du marché du travail moins soutenus. S'il est encore prématuré pour parler d'une inversion de tendance, le premier semestre 2014 pourrait amorcer une phase de stabilisation de la situation économique.



Directrice de publication
Claire GUIHÉNEUF

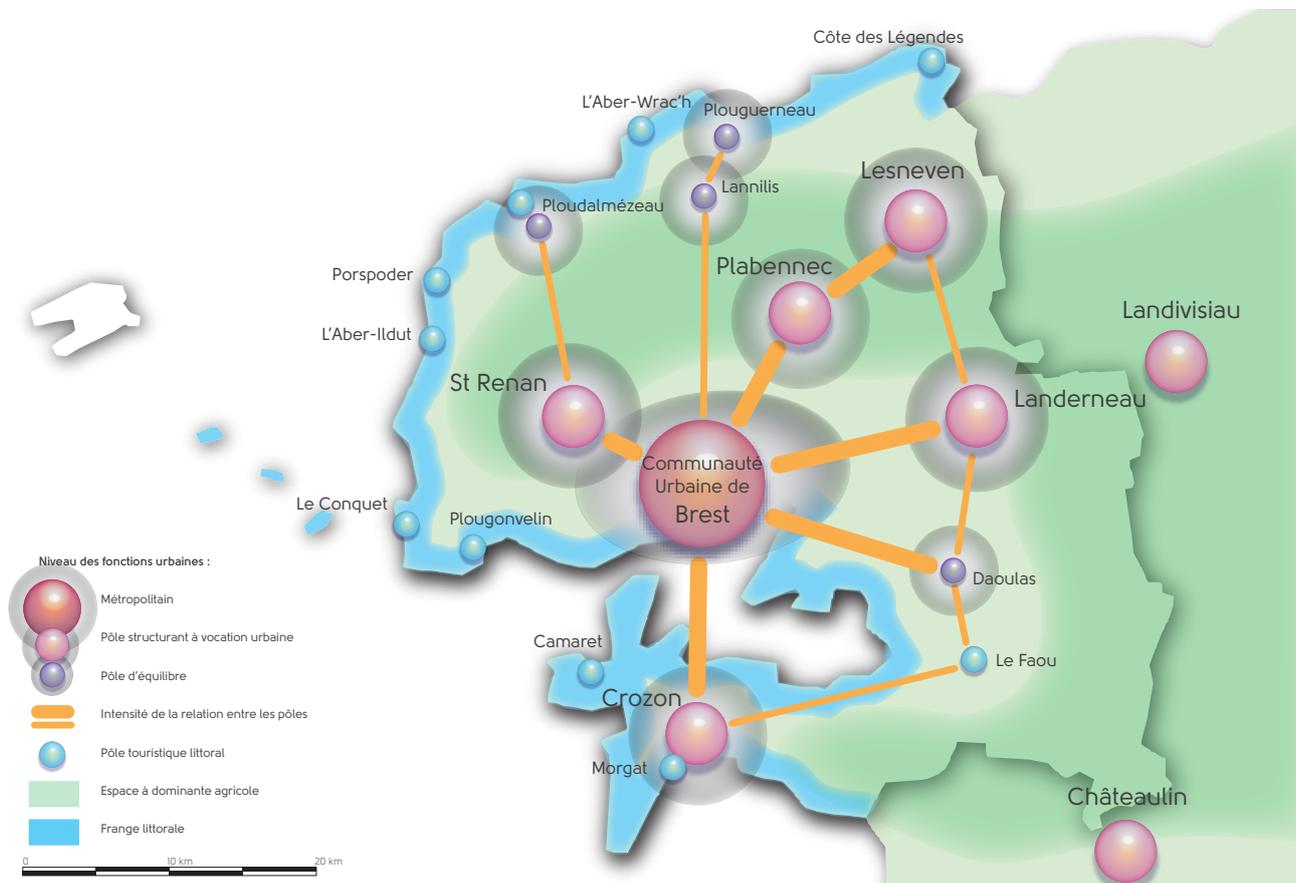
Réalisation
Lucie BIANIC
François RIVOAL

Traitements et mise en page
ADEUPa

Dépôt légal : Juillet 2014

SUPPLÉMENT : LES POLARITÉS DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIAL DU PAYS DE BREST

Définition des polarités du Pays de Brest



L'organisation spatiale du Pays de Brest s'articule autour de polarités aux fonctions différentes : un pôle principal, l'agglomération brestoise et des pôles d'appui comme Landerneau et Saint-Renan. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Brest a comme objectif de maintenir un équilibre entre les espaces urbanisés, la préservation du littoral, des zones naturelles et des activités agricoles. L'enjeu est de contenir et contrôler l'étalement urbain. À ce titre, il a défini quatre niveaux de fonctions urbaines.

- Le pôle principal, Brest métropole océane, est doté d'équipements majeurs desservant l'ensemble du Pays de Brest (aéroport, port de commerce, salles de spectacles, etc.) mais aussi des services rares à rayonnement régional, national voir international comme la Défense, le pôle sciences marines, l'enseignement supérieur, etc.

- Les pôles structurants ont une vocation urbaine et desservent une population de 30 000 à 50 000 habitants. Il s'agit de Landerneau, Saint-Renan, Plabennec, Crozon et Lesneven-Le Folgoët. Ces pôles sont dotés de services publics développés et spécialisés (collèges, lycées, services médicaux) et d'une offre commerciale variée.

- Les pôles d'équilibre répondent aux besoins quotidiens d'une population de l'ordre de 15 000 habitants pour les services marchands courants et les services de santé, éducatifs (collèges) et commerciaux : Lannilis, Plouguerneau, Daoulas ou Ploudalmézeau par exemple.

- Les centralités des autres communes sont appelées pôles de proximité.

Ce découpage territorial a comme intérêt d'analyser le Pays de Brest comme un ensemble, composé d'espaces hiérarchisés. L'analyse débute à partir de 1975, date qui correspond au départ de la périurbanisation.

SUPPLÉMENT : LES POLARITÉS DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIAL DU PAYS DE BREST



Photo : Brest métropole océane - I. Rault

L'évolution de la population par polarité de 1975 à 2011

Le pôle principal représentait en 1975 61 % de la population du Pays de Brest (soit près de 207 000 personnes). Entre temps, l'étalement urbain a fait son œuvre et l'agglomération brestoise pèse désormais 53 % de la population totale. Jusqu'en 1999, la périurbanisation a principalement concerné les communes de la première couronne brestoise. Le phénomène s'est accéléré au cours des années 2000 dans la deuxième couronne. La baisse de la part de la population pour le pôle principal est plus forte à partir de 1999. La hausse du prix du foncier a poussé la population à s'éloigner de l'agglomération brestoise. Ainsi, les pôles de proximité sont les grands bénéficiaires de la dispersion démographique. Ils ont accueilli 73 % de la croissance démographique entre 1975 et 2011, soit 37 600 habitants. Le poids démographique des pôles structurants et d'équilibre est resté stable tout au long de la période.

Malgré un effort de production de logements neufs concentré dans le pôle principal, la perte du nombre d'habitants a été plus forte entre 2006 et 2011 : en moyenne 645 personnes en moins chaque année contre -490 entre 1999 et 2006. La baisse du nombre de personnes par ménage due au vieillissement de la population et à la tendance à la décohabitation (séparations et familles monoparentales) nécessite une

production plus importante de logements pour le seul maintien de la population résidente. Les pôles de proximité continuent d'attirer de plus en plus de familles et gagnent en moyenne 1 316 habitants par an depuis 2006.

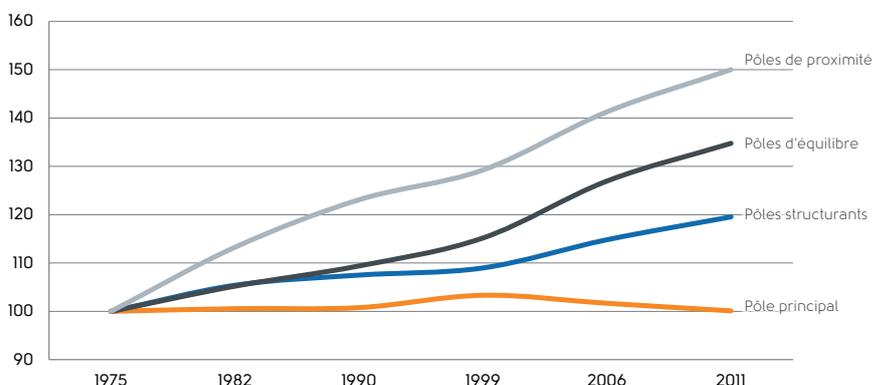
Une « périurbanisation » de l'emploi depuis les années 1990

Si la population n'a pas attendu les années 1990 pour se disperser dans le Pays de Brest, la répartition de l'emploi par pôle a évolué de manière différente. Entre 1975 et 1990, l'emploi progressait nettement plus rapidement dans le pôle principal et les pôles structurants que dans le reste du territoire. En 1990, le pôle principal détenait une grande part des enjeux économiques avec plus de 68 % des emplois. Mais avec l'amplification de la périurbanisation, certaines activités ont commencé à

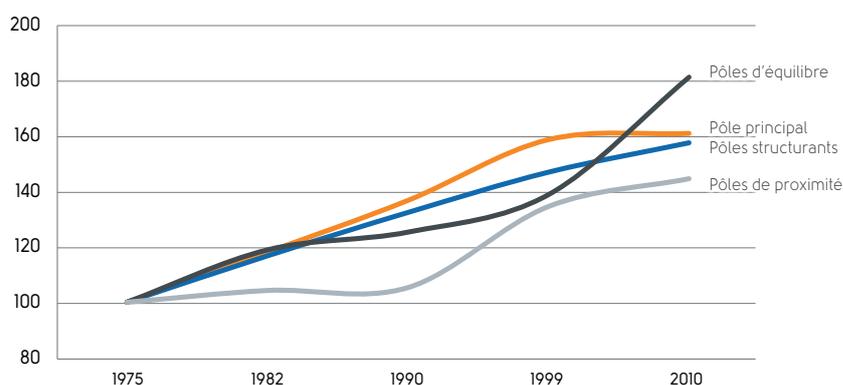
se développer dans les pôles d'équilibre et de proximité. Même si le pôle principal accueille toujours les deux tiers des emplois aujourd'hui, ces derniers comblent leur retard. Certaines communes ont atteint une taille suffisamment importante pour assurer un développement économique. De plus les constructions du Pont de l'Iroise et des voies de contournement du pôle principal pendant les années 1990 ont favorisé le développement des zones d'activités en périphérie.

La mutation de la structure économique a été conséquente dans les pôles de proximité. Avant 1990, ils étaient particulièrement tournés vers l'agriculture. À l'époque, la périurbanisation n'avait pas encore atteint la deuxième couronne. La taille de ces communes et des équipements n'était pas encore suffisante pour le développement d'autres activités. Par la suite, les axes routiers et

Évolution de la population par pôle du Pays de Brest (base 100 : 1975)



Évolution de l'emploi au lieu de travail par pôle du Pays de Brest (base 100 : 1975)



Sources : INSEE

SUPPLÉMENT : LES POLARITÉS DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIAL DU PAYS DE BREST

les zones d'activités périphériques ont permis une diversification économique.

■ Le pôle principal a perdu plus de 1 000 emplois entre 1975 et 2010 dans le secteur agricole. Cette tendance concerne l'ensemble du Pays de Brest mais est plus forte pour les pôles structurants. Cette baisse généralisée est notamment liée au développement des cultures hors sol et à la mécanisation de l'agriculture.

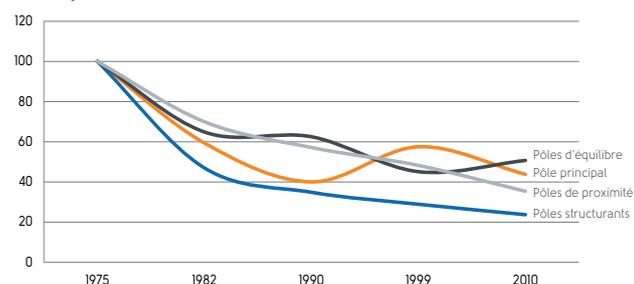
■ L'Industrie a besoin de réserves foncières importantes et d'une bonne desserte routière. Les pôles de proximité mais surtout les pôles d'équilibre, sont devenus un bon compromis d'implantation pour ces entreprises comme par exemple Livbag dans l'industrie chimique qui s'est installée à Pont-de-Buis-lès-Quimerch en 1992. L'emploi de ce secteur n'a alors cessé de progresser. À contrario, Le pôle principal a perdu 5 500 emplois entre 1990 et 2010 lié pour une large part à la restructuration du secteur de la réparation navale.

■ Concernant le Bâtiment et les Travaux publics, la généralisation du choix résidentiel en périphérie a dû booster l'emploi de ce secteur pour faire face à la demande de construction de logements individuels. Dans le même temps, Brest métropole océane a dû faire face à une crise lors des années 1980. À cette date, la reconstruction de la ville s'achevait et les difficultés économiques incitaient les banques à freiner leurs investissements immobiliers. Le volume d'emploi repart à partir des années 1990.

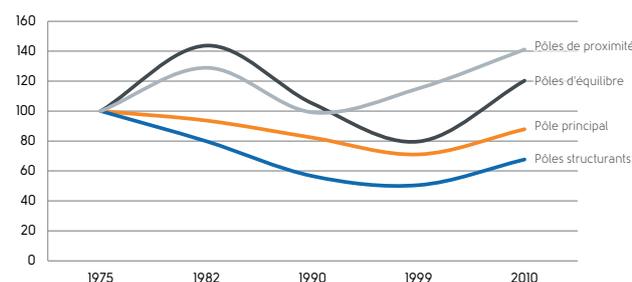
■ Depuis 1990, 17 000 emplois dans le tertiaire ont été créés dans le pôle principal. Pour autant, les centralités communales et plus récemment les pôles d'équilibre, bénéficient d'une progression plus rapide. L'évolution démographique est la principale explication de cette nouvelle répartition qui s'installe peu à peu.

Si le pôle principal semble être en perte de vitesse par rapport au reste du Pays de Brest sur l'ensemble des grands secteurs d'activités, il est le seul à disposer d'une taille et de moyens suffisants pour relever les défis métropolitains. Le développement des énergies marines renouvelables en est l'illustration.

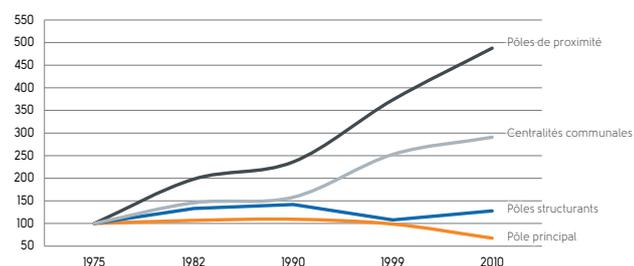
Évolution de l'emploi agricole au lieu de travail par pôle du Pays de Brest (base 100 : 1975)



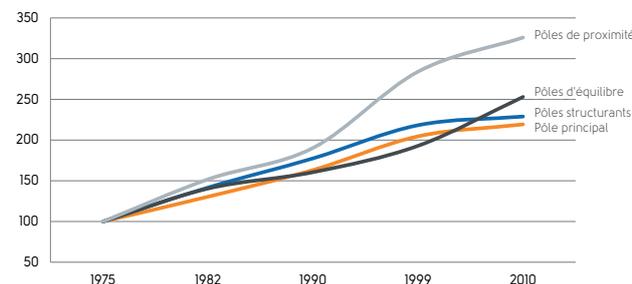
Évolution de l'emploi du Bâtiment et des Travaux publics au lieu de travail par pôle du Pays de Brest (base 100 : 1975)



Évolution de l'emploi industriel au lieu de travail par pôle du Pays de Brest (base 100 : 1975)



Évolution de l'emploi tertiaire au lieu de travail par pôle du Pays de Brest (base 100 : 1975)



Sources : INSEE

POPULATION DES COMMUNES DU PAYS DE BREST EN 2011

	Population municipale en 2011	Evolution brute 2006-2011	Evolution 2006-2011 en %	Solde migratoire 1999-2010	Solde naturel 1999-2010
Brélès	825	33	4,2%	77	1
Guipronvel	786	95	13,7%	-209	465
Île-Molène	204	-17	-7,7%	64	87
Lampaul-Plouarzel	2040	-7	-0,3%	-27	-29
Lampaul-Ploudalmzeau	777	103	15,3%	61	229
Landunvez	1439	105	7,9%	56	98
Lanildut	952	34	3,7%	-48	125
Lanrivouaré	1451	118	8,9%	33	92
Le Conquet	2688	145	5,7%	160	-28
Locmaria-Plouzané	4816	9	0,2%	460	112
Milizac	3148	206	7,0%	260	-140
Plouarzel	3663	458	14,3%	233	923
Ploudalmézeau	6288	457	7,8%	-92	1384
Plougonvelin	3828	303	8,6%	124	773
Ploumouguer	1951	100	5,4%	149	165
Plourin	1211	98	8,8%	86	127
Porspoder	1764	155	9,6%	-182	357
Saint-Renan	7612	369	5,1%	90	605
Trébabu	359	-5	-1,4%	39	-14
Tréouergat	316	92	41,1%	17	33
CC Pays d'Iroise	46118	2851	6,6%	1351	5365
Bohars	3437	149	4,5%	-469	665
Brest	140547	-4001	-2,8%	7158	-15504
Gouesnou	6024	-113	-1,8%	188	-103
Guilers	7430	200	2,8%	284	183
Guipavas	13414	-219	-1,6%	522	293
Le Relecq-Kerhuon	10849	190	1,8%	-232	1167
Plougastel-Daoulas	13264	384	3,0%	611	-948
Plouzané	11928	186	1,6%	175	-264
CU Bmo	206893	-3224	-1,5%	8237	-14511
Bourg-Blanc	3402	248	7,9%	90	230
Coat-Méal	1034	100	10,7%	154	116
Kersaint-Plabennec	1330	96	7,8%	112	162
Landéda	3603	84	2,4%	182	29
Lannilis	5320	372	7,5%	13	636
Le Drennec	1793	86	5,0%	44	774
Loc-Brévalaire	207	-9	-4,2%	32	-28
Plabennec	8244	676	8,9%	446	646
Plouguerneau	6373	279	4,6%	-65	827
Plouguin	2103	65	3,2%	151	-20
Plouvien	3700	152	4,3%	437	68
Saint-Pabu	2028	297	17,2%	80	434
Tréglonou	605	70	13,1%	52	55
CC Pays des Abers	39742	2516	6,8%	1728	3929
Brignogan-Plage	777	-61	-7,3%	-62	23
Goulven	448	-4	-0,9%	102	-150
Guissény	2026	230	12,8%	-3	8
Kertouan	2257	0	0,0%	1	234

POPULATION DES COMMUNES DU PAYS DE BREST EN 2011

	Population municipale en 2011	Evolution brute 2006-2011	Evolution 2006-2011 en %	Solde migratoire 1999-2010	Solde naturel 1999-2010
Kernilis	1388	203	17,1%	-39	84
Kernouës	714	30	4,4%	171	117
Lanarvily	434	89	25,8%	36	87
Le Folgoët	3101	56	1,8%	25	128
Lesneven	7125	435	6,5%	-208	944
Ploudaniel	3670	21	0,6%	287	-175
Plouider	2003	104	5,5%	74	142
Plounéour-Trez	1242	37	3,1%	-40	107
Saint-Frégant	712	166	30,4%	11	134
Saint-Méen	828	219	36,0%	93	169
Trégarantec	573	61	11,9%	57	94
CC Pays de Lesneven et des Côtes de Légendes	27298	1586	6,2%	505	1946
Daoulas	1779	36	2,1%	-46	36
Dirinon	2428	-15	-0,6%	214	-100
Hanvec	1959	92	4,9%	160	72
Hôpital-Camfrout	2173	304	16,3%	108	256
Irvillac	1364	121	9,7%	120	375
La Forest-Landerneau	1823	71	4,1%	142	195
La Martyre	764	34	4,7%	310	688
La Roche-Maurice	1910	59	3,2%	2	11
Landerneau	15148	221	1,5%	108	403
Lanneuffret	132	29	28,2%	198	-61
Le Tréhou	604	100	19,8%	88	79
Logonna-Daoulas	2098	129	6,6%	147	372
Loperhet	3616	109	3,1%	83	4
Pencran	1779	354	24,8%	258	-23
Ploudiry	891	4	0,5%	127	71
Plouédern	2783	111	4,2%	120	-174
Saint-Divy	1384	63	4,8%	20	18
Saint-Eloy	216	18	9,1%	163	73
Saint-Thonan	1442	140	10,8%	177	116
Saint-Urbain	1528	143	10,3%	46	14
Tréflévénez	278	-6	-2,1%	45	130
Trémaouézan	523	113	27,6%	53	32
CC Pays de Landerneau Daoulas	46622	2230	5,0%	2643	2587
Argol	942	146	18,3%	-7	149
Camaret-sur-Mer	2618	-6	-0,2%	-328	270
Crozon	7751	67	0,9%	-300	572
Landévennec	341	-8	-2,3%	-49	24
Lanvéoc	2246	17	0,8%	127	216
Roscanvel	890	-146	-14,1%	-13	129
Telgruc-sur-Mer	2096	117	5,9%	-54	321
CC Presqu'île de Crozon	16884	187	1,1%	-624	1681
Le Faou	1716	47	2,8%	-42	212
Pont-de-Buis-lès-Quimerch	3887	222	6,1%	28	151
Rosnoën	982	39	4,1%	46	125
Saint-Ségal	1009	83	9,0%	34	447
CC Aulne Maritime	7594	391	5,4%	66	935



(ADEUP_a)
B R E S T

Maison de l'emploi et de la Formation Professionnelle du Pays de Brest - 1 rue Louis Pidoux - 29200 Brest - 02 98 42 08 24
www.paysdebrest-mefp-plie.fr

Agence d'urbanisme du pays de Brest - 24, rue Coat-ar-Gueven - 29200 Brest - Tél.: 02 98 33 51 71
www.adeupa-brest.fr